

Nombre de
conseillers 36

en exercice 36

présents 23

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mille vingt, le jeudi 6 février, à vingt heures et trente minutes, le conseil communautaire dûment convoqué, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du conseil municipal de la commune de PUJAUDRAN, sous la présidence de M. Francis IDRAC.

n° 06022020-08

Date d'envoi de la convocation : 30 janvier 2020

Objet

FINANCES

Adoption du rapport sur
les orientations
budgétaires 2020

Présents : Francis LARROQUE, Pierre LOUBENS, Loïc LE CLECH', Jean LACROIX, Gaëtan LONGO, Christophe TOUNTEVICH, Annie DEGEILH, Philippe NIVERT, Thérèse MONFRAIX, Jean-Claude DAROLLES, Francis IDRAC, Angèle THULLIEZ, Évelyne LOMBARD Régine SAINTE-LIVRADE, Jean-Luc DUPOUX, Claire NICOLAS, Christine DUCARROUGE, Jean-Michel SEYS, Roger HEINIGER, Monique LOBJOIS, Audrey BICHET, Georges BELOU et Laura BELOTTI

PROCURATIONS :

- 1- Mme Fabienne VITRICE a donné procuration à M. Philippe NIVERT
- 2- M. Lucien DOLAGBENU a donné procuration à Mme Annie DEGEILH
- 3- M. Fabien VAZQUEZ a donné procuration à Mme Évelyne LOMBARD
- 4- Mme Marie-Christine CLAIR a donné procuration à M. Jean-Luc DUPOUX
- 5- M. Patrick DUBOSC a donné procuration à Mme Angèle THULLIEZ
- 6- M. Jacques DUPRÉ a donné procuration à Mme Christine DUCARROUGE

Excusés : Pascale TERRASSON, Fabienne VITRICE, Lucien DOLAGBENU, Fabien VAZQUEZ, Marie-Christine CLAIR, Patrick DUBOSC, Jacques DUPRÉ et Josianne DELTEIL

Absents : Christel BLASY-ROSSONI, Bertrand LAHILLE, Jean-Hubert ROUGÉ, Gérard PAUL et Anne-Cécile DELECROIX

A été nommé secrétaire : M. Georges BELOU

En application de l'article L2312 -1 du Code général des collectivités territoriales, la tenue du débat d'orientations budgétaires (D.O.B.) est obligatoire pour les EPCI comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants et doit se dérouler dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Le vote du budget est un acte politique majeur dans toutes les collectivités et structures intercommunales. Le D.O.B. constitue également un moment clef dans la vie des collectivités.

Le débat d'orientations budgétaires ne donne pas lieu à un vote, il doit cependant permettre d'informer les élus sur la situation économique et financière de leur collectivité afin d'éclairer leur choix (loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République).

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales. Le débat d'orientations budgétaires doit dorénavant faire l'objet d'un rapport comportant des informations énumérées par la loi.

Pour les communes de plus de 3 500 habitants et leurs E.P.C.I., l'exécutif doit présenter à son organe délibérant, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Le formalisme relatif au contenu de ce rapport, à sa transmission et sa publication reste à la libre appréciation des collectivités en l'absence de décret d'application.

En outre, pour les communes de 10 000 habitants, les E.P.C.I. de plus de 10 000 habitants comportant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, le rapport doit également comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

Ce rapport donne lieu à un débat qui permet à l'assemblée délibérante de discuter sur l'évolution de la situation financière de la collectivité et sur des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif et à un vote. Il doit être transmis au représentant de l'État et être publié.

La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques contient de nouvelles règles concernant le D.O.B. pour le budget principal et les budgets annexes. L'article 13 dispose qu'à l'occasion du débat d'orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale et groupement présente ses objectifs concernant :

- l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement,
- l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette

Le rapport d'orientations budgétaires est consacré aux orientations budgétaires 2020 au vu d'une analyse prospective 2010 - 2019 et d'une analyse prospective 2020 - 2025.

Après une présentation synthétique du rapport, Monsieur le Président propose de débattre des orientations budgétaires pour l'année 2020 exposées précédemment.

Vu l'avis favorable du Bureau et de la commission « Finances » du 28 janvier 2019, le Conseil communautaire, ouï l'exposé du Président et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires et d'approuver le rapport sur les orientations budgétaires 2020 joint en annexe.

La présente délibération a été délibérée et signée le 6 février 2020
Certifiée et rendue exécutoire par le Président le 11 février 2020
Expédiée à la Préfecture le 11 février 2020
Affichée le 11 février 2020

Le Président,


Francis IDRAC



Envoyé en préfecture le 11/02/2020
Reçu en préfecture le 11/02/2020
Affiché le
ID : 032-200023620-20200206-0602202008-DE



Gascogne Toulousaine
communauté de communes

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020

Séance du Bureau et de la commission Finances du Mardi 28 janvier à 18 h 00

Envoyé en préfecture le 11/02/2020

Reçu en préfecture le 11/02/2020

Affiché le



ID : 032-200023620-20200206-0602202008-DE

Débat d'orientations budgétaires 2020

Le contexte réglementaire

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales. Le débat d'orientations budgétaires doit dorénavant faire l'objet d'un rapport comportant des informations énumérées par la loi.

Pour les communes de plus de 3 500 habitants et leurs E.P.C.I., l'exécutif doit présenter à son organe délibérant, **un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette**. Le formalisme relatif au contenu de ce rapport, à sa transmission et sa publication reste à la libre appréciation des collectivités en l'absence de décret d'application.

En outre, **pour les communes de 10 000 habitants, les E.P.C.I. de plus de 10 000 habitants comportant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, le rapport doit également comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs** (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

Ce rapport donne lieu à un débat qui permet à l'assemblée délibérante de discuter sur l'évolution de la situation financière de la collectivité et sur des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif et à un vote. Il doit être transmis au représentant de l'État et être publié.

La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques contient de nouvelles règles concernant le D.O.B. pour le budget principal et les budgets annexes. L'article 13 dispose qu'à l'occasion du débat d'orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale et groupement présente ses objectifs concernant :

- **l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement,**
- **l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.**

Le Président et son exécutif ont souhaité inscrire ce débat en début d'année 2020. Ainsi, il sera proposé à l'assemblée délibérante de procéder au vote du BP 2020, **le jeudi 27 février**.

Le contexte national

Malgré le ralentissement économique mondiale lié notamment à la montée des tensions commerciales et des incertitudes autour du Brexit, la croissance française résiste mieux que celle de certains de ses partenaires européens comme l'Allemagne ou l'Italie.

En 2019 et en 2020, l'économie française devrait conserver un rythme de croissance solide grâce à une demande intérieure soutenue, notamment grâce aux investissements des entreprises et à une consommation des ménages favorisée par le dynamisme de l'emploi et les mesures du Gouvernement en faveur du pouvoir d'achat.

En 2019, le pouvoir d'achat augmenterait pour atteindre son meilleur niveau depuis 2007, à + 2 %. La consommation accélèrerait en 2020, les ménages consommant progressivement leurs gains de pouvoir d'achat. L'inflation diminuerait en 2019 (+ 1,1 %) après une année 2018 marquée par une forte hausse des cours du pétrole (+ 1,8 %). **L'inflation se stabiliserait en 2020 à + 1,2 %.**

Préambule sur la loi de Programmation des Finances publiques 2018-2022

Le Parlement a adopté, le 22 janvier 2018, la Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) 2018-2022 qui fixe un cadre pluriannuel à la trajectoire des finances publiques sous la forme d'objectifs chiffrés.

L'article 13 de la LPFP 2018-2022 précise : « Les collectivités territoriales contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées ».

Cette trajectoire ambitieuse de redressement des comptes publics prévoit donc un effort du secteur public local de 13 Mds €, au travers d'une contractualisation pour les collectivités dont les dépenses de fonctionnement sont les plus importantes.

À ce jour, 230 collectivités sur 322 dont les Dépenses Réelles de Fonctionnement (DRF) du budget principal sont supérieures à 60 M€ ont contractualisé avec l'État pour une durée de 3 ans soit une proportion de 71 %.

L'article 13 précise également que même sans l'obligation de contractualiser avec l'État, **les communes de plus de 3 500 habitants, les EPCI doivent présenter dans le débat d'orientation budgétaire des objectifs qui suivent la trajectoire nationale :**

- un objectif d'évolution annuelle des dépenses de fonctionnement de + 1,2 % ;
- un objectif d'amélioration du besoin de financement.

Par une maîtrise des dépenses de fonctionnement et en introduisant un dispositif d'encadrement du ratio d'endettement, l'État entend optimiser le niveau d'autofinancement des collectivités territoriales et s'assurer de la soutenabilité financière du recours à l'emprunt par les collectivités.

Les principales mesures budgétaires et fiscales de la Loi de Finances pour 2020

◆ Une stabilisation des dotations et de la péréquation pour les collectivités locales

- La Dotation Globale de Fonctionnement est à nouveau stabilisée au plan national, à hauteur de 26.8 Md€.
- Concernant la péréquation, les choix effectués dans le budget de 2019 sont reconduits : ainsi, la péréquation est reconduite à hauteur de 180 millions d'euros pour les communes et leurs EPCI : 90 millions pour la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et 90 millions pour la Dotation de Solidarité Rurale (DSR)
- Le PLF 2020 maintient l'enveloppe du FPIC à son niveau de 2019.
- Les dotations de soutien à l'investissement local sont stables avec plus d'un milliard d'euros de Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), 570 millions d'euros de Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) et 150 millions d'euros pour la Politique de la Ville (PDV).

◆ Améliorer le pouvoir d'achat des français

- Baisser l'impôt sur le revenu des classes moyennes et populaires.
- Supprimer la taxe d'habitation sur la résidence principale pour tous les français.

Pour 80 % des foyers fiscaux, la taxe d'habitation sera définitivement supprimée en 2020. Pour les 20 % des ménages restants, l'allègement sera de 30 % en 2021, puis de 65 % en 2022.

En 2023, plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

La taxe d'habitation sur les résidences secondaires et sur les logements vacants sera maintenue.
(valeurs locatives pour 2020 revalorisées de 0,9 %)

◆ **Simplifier et moderniser la fiscalité locale :**

- Transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes. Ainsi le taux de TFB 2021 de chaque commune sera égal à la somme du taux départemental de foncier bâti 2019 et du taux communal de foncier bâti 2019.
- Transfert d'une partie de la TVA aux intercommunalités en 2021 pour compenser la perte de la taxe d'habitation sur les résidences principales

Comparaison de la prospective 2019 et du CA 2019 (provisoire)

Dépenses	Prospective 2019	CA 2019	Ecart
011	1 555 733,00	1 329 327	-14,55%
012	5 736 285,00	5 458 766	-4,84%
65	1 886 606,00	1 873 220	-0,71%
014	4 182 045,00	4 190 030	0,19%
67	87 660,00	84 367	-3,76%
68	60 000,00	60 000	0,00%
66	96 526,00	105 697	9,50%
Recettes	13 785 942,00	13 797 402	0,08%
70	1 231 255,00	1 232 649	0,11%
73	8 894 431,00	8 924 445	0,34%
74	3 599 256,00	3 557 786	-1,15%
75	800,00	762	-4,69%
77	29 200,00	34 800	19,18%
013	31 000,00	46 960	51,48%

Épargne brute	181 087,00	695 995,02
capital (1641)	169 199,00	173 619,35
Épargne nette	11 888,00	522 375,67

Recettes de fonctionnement (+ 0,08 %) :
 bonne estimation de l'ensemble des produits

Dépenses de fonctionnement (- 3,70 %) :
 Prospective 2019 réalisée avec les montants inscrits au BP 2019

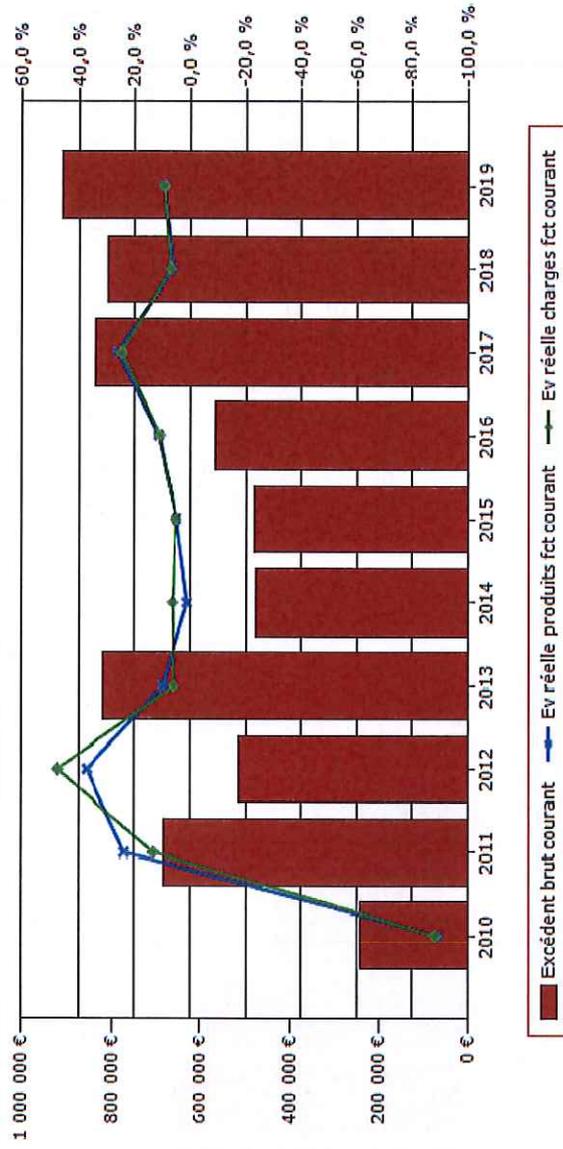
- chapitre 011 : prise en compte pour la 1ère année d'un budget services techniques (dépenses en doublon entre ST et services gestionnaires Piscine, PE..)
- chapitre 012 : difficulté à appréhender le budget Jeunesse et de la crèche familiale (équipe incomplète sur toute l'année en jeunesse, absence importante sur la crèche familiale avec des agents non rémunérés)

Clôture des résultats 2019 : épargne nette de 522 k€ liée d'une part à une politique de maîtrise des dépenses et d'autre part à des dépenses de personnel non réalisées

Rétrospective 2010-2019

€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produits de fct. courant	3 848 377	4 866 819	6 801 349	7 538 086	7 663 095	8 057 399	9 012 855	11 471 297	12 406 730	13 762 602
- Charges de fct. courant	3 606 930	4 180 059	6 287 195	6 719 860	7 187 697	7 575 303	8 446 462	10 634 992	11 597 839	12 851 343
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	241 447	686 759	514 154	818 226	475 398	482 096	566 393	836 304	808 891	911 259
+ Solde exceptionnel large	486	-302 455	38 955	-343 592	24 327	-25 855	-17 493	-54 170	-105 300	-109 951
= Produits exceptionnels larges*	4 954	6 042	49 115	15 923	24 327	1 354	8 255	3 961	44 753	34 800
- Charges exceptionnelles larges*	4 469	308 497	10 160	359 515	0	27 209	25 748	58 132	150 053	144 751
= EPARGNE DE GESTION (EG)	241 932	384 304	553 109	474 634	499 725	456 241	548 899	782 134	703 591	801 307
- Intérêts	54 866	49 406	58 389	95 175	93 898	74 977	73 739	64 026	100 444	105 312
= EPARGNE BRUTE (EB)	187 066	334 899	494 720	379 459	405 827	381 264	475 160	718 108	603 147	695 995
- Capital	125 881	138 398	131 209	168 743	117 306	136 067	126 614	128 703	141 179	173 619
= EPARGNE NETTE (EN)	61 185	196 501	363 512	210 716	288 521	245 197	348 546	589 405	461 968	522 376

Excédent brut courant



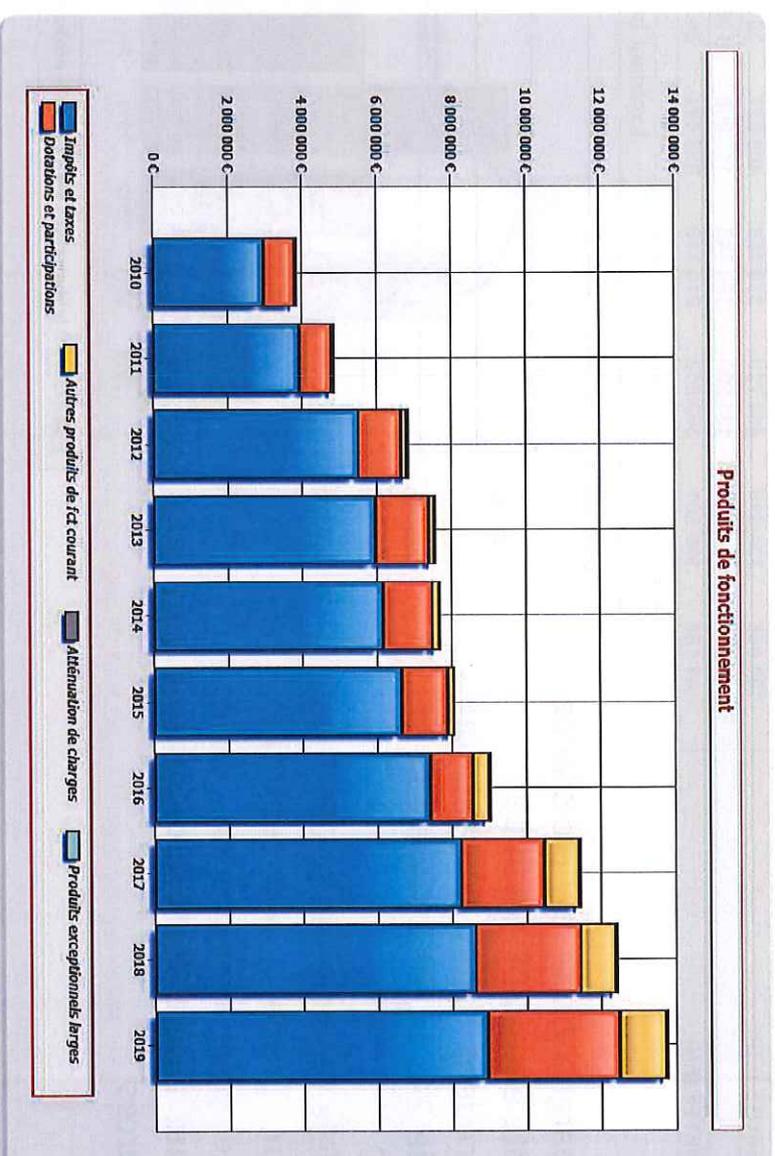
- Une épargne nette en croissance constante entre 2010 et 2019
 - Un excédent brut courant qui passe de 241 k€ en 2010 à 911 k€ en 2019
- => Le modèle financier de la CCGT est basé sur une augmentation structurelle de l'excédent brut courant due à une forte croissance des ressources

Rétrospective 2010-2019

Il est à noter une forte dynamique des contributions directes sur la période (évolution des bases nettes de 6 % à 7 % entre 2010 et 2019 pour les 3 principales taxes et donc du produit des impôts et taxes).

Malgré l'augmentation croissante des dépenses sur la période liée essentiellement aux différents transferts de compétences successifs, à la création de service puis à la clôture des budgets annexes Piscine et PE en 2018, les produits de fonctionnement ont augmenté plus vite et notamment les impôts et taxes, ce qui a permis d'améliorer l'excédent brut courant ainsi que l'épargne nette.

Evolution physique des bases nettes d'imposition	Moy. 2010/19
Base nette TH	6,50%
Base nette FB	7,67%
Base nette FNB	1,01%
Base nette CFE	7,22%



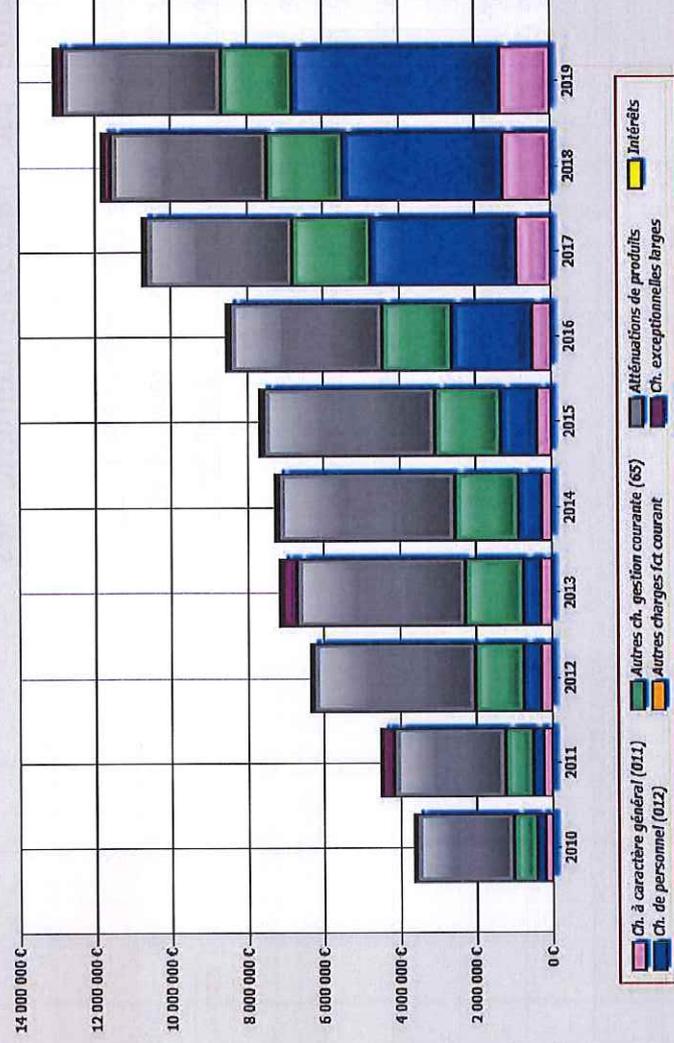
Rétrospective 2010-2019

Il est difficile d'expliquer l'évolution des dépenses sur la période car il faudrait être en capacité de dissocier :

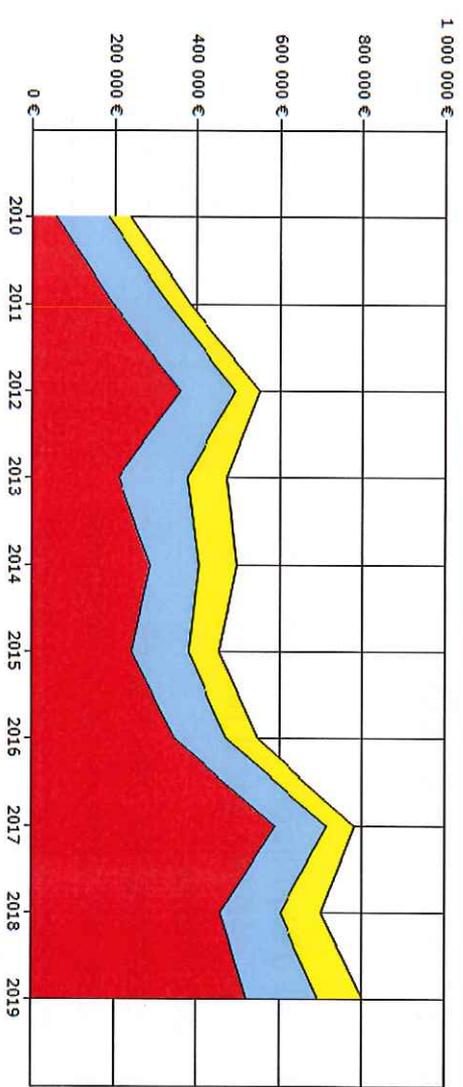
- les dépenses relatives aux transferts de compétences et clôture des budgets annexes qui sont neutre pour le budget (jeu d'écriture entre charges à caractère général et charges de personnel 011/012 et attribution de compensation 014 pour les transferts et 011/012 et subventions 65 pour la reprise des budgets annexes)
- les nouvelles dépenses liées à des création et structuration de services, ...

Il en est de même pour une partie des recettes (chapitres 70 facturations et 74 subventions). Seule la croissance des contributions (chapitre 73) est intrinsèque au territoire.

Charges de fonctionnement



Marges d'épargne



■ Epargne nette ■ Capital ■ Intérêts

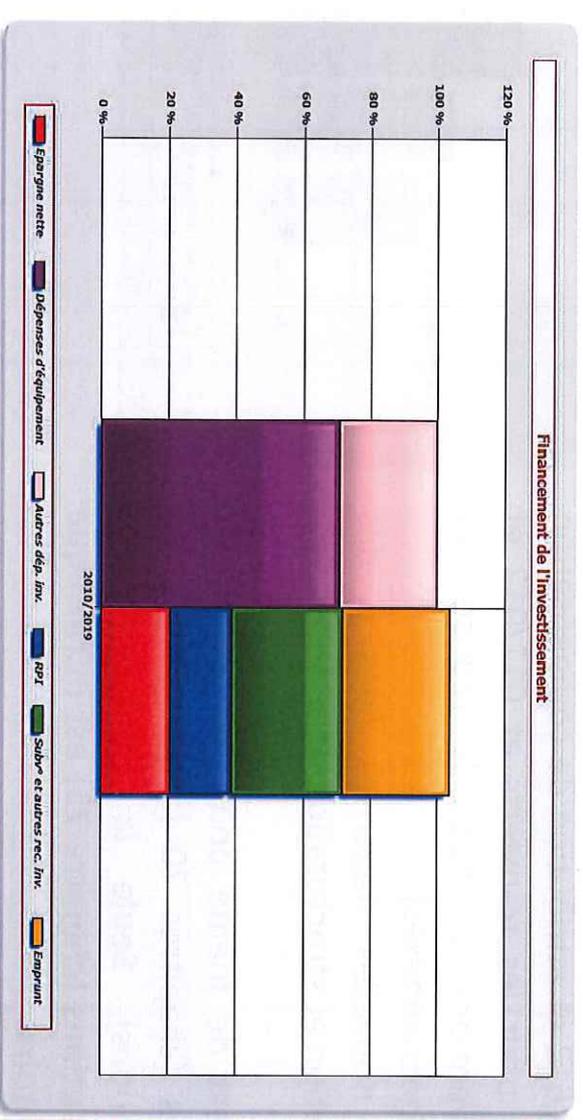
Les investissements de la collectivité sur la période ont été financés pour une part importante par l'autofinancement, les subventions et peu par l'emprunt.

Moyenne des dépenses d'inv. (hors capital)

moy. 10/19	moy. 10/14	moy. 15/19
1 601 416	505 046	2 697 785

Plus de 12,7 millions d'investissements ont été réalisés sur la période, financés par seulement 1,8 millions d'emprunts.

Le taux de subvention moyen sur la période est de 47 %.



Rétrospective 2010-2019

€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses d'investissement hors dette	110 831	432 317	306 302	809 579	587 950	1 259 567	824 233	3 277 222	4 018 432	1 109 472
Dépenses d'équipement	110 831	430 017	306 302	314 065	585 450	1 229 652	824 233	3 277 222	3 151 000	1 093 123
Dépenses directes d'équipement	110 831	280 017	256 302	314 065	499 080	1 090 659	632 196	3 080 229	3 004 007	952 520
Dépenses indirectes (F4C + S.E.)	0	150 000	50 000	0	86 370	138 993	192 037	196 993	146 993	140 603
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0	0	0	0	0	0	0	0	297 431	14 948
AC Investissement	0	2 300	0	495 514	2 500	29 915	0	0	570 000	0
Dépenses financières d'inv.	0	278 252	0	0	0	0	0	0	1 000 000	2 000 000
Remboursement anticipé	0	278 252	0	0	0	0	0	0	1 000 000	2 000 000
Dép d'inv hors annuité en capital	110 831	710 569	306 302	809 579	587 950	1 259 567	824 233	3 277 222	5 018 432	3 109 472
Financement de l'investissement	102 380	832 813	460 745	714 419	1 479 066	856 104	1 126 243	3 084 055	5 002 389	2 921 886
EPARGNE NETTE	61 185	196 501	363 512	210 716	288 521	245 197	348 546	589 405	461 968	522 376
Ressources propres d'inv. (RPI)	41 195	503 074	8 076	0	824 948	150 790	76 845	30 921	557 836	712 025
FACTVA	36 894	51 664	8 076	0	104 193	150 790	76 845	30 921	557 836	401 114
Produits des cessions	4 301	451 410	0	0	720 595	0	0	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	160	0	0	0	0	0
Diverses RPI	0	0	0	0	0	0	0	0	310 911	0
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	0	0	0	0	0	23 353	132 837
Fonds affectés (amendes, ...)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Subventions yc DETR / DSIL	0	11 362	89 157	503 703	85 757	350 117	700 852	953 721	1 469 233	954 649
Emprunt	0	121 875	0	0	279 840	110 000	0	1 510 009	2 490 000	600 000
Variation de l'excédent global	-8 451	122 243	154 443	-95 161	891 147	-403 463	306 011	-193 166	-16 042	-187 586

L'investissement est financé pour 48 % par l'épargne nette et les ressources propres de la collectivité, 39 % par les subventions et 13 % par l'emprunt (hors prêt relais). Certes l'annuité de dette passe de 180 k€ en 2010 à 279 k€ en 2019 mais au vue de l'épargne brute, le ratio de désendettement est très satisfaisant.

€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours au 31.12	1 258 844	964 069	2 219 243	2 050 500	2 213 075	2 187 168	2 060 563	3 589 943	5 020 913	3 447 294
Epargne brute	187 066	334 899	494 720	379 459	405 827	381 264	475 160	718 108	603 147	695 995
ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE	6,7	2,9	4,5	5,4	5,5	5,7	4,3	5,0	8,3	5,0

BP 2020 et Prospective financière 2019/2025

La question va être de savoir si notre modèle financier basé sur une croissance de l'excédent brut

- courant et des contributions est tenable dans la durée sachant :
- qu'il est à noter une inflexion de la dynamique des contributions directes
- la réforme fiscale à venir de la TH

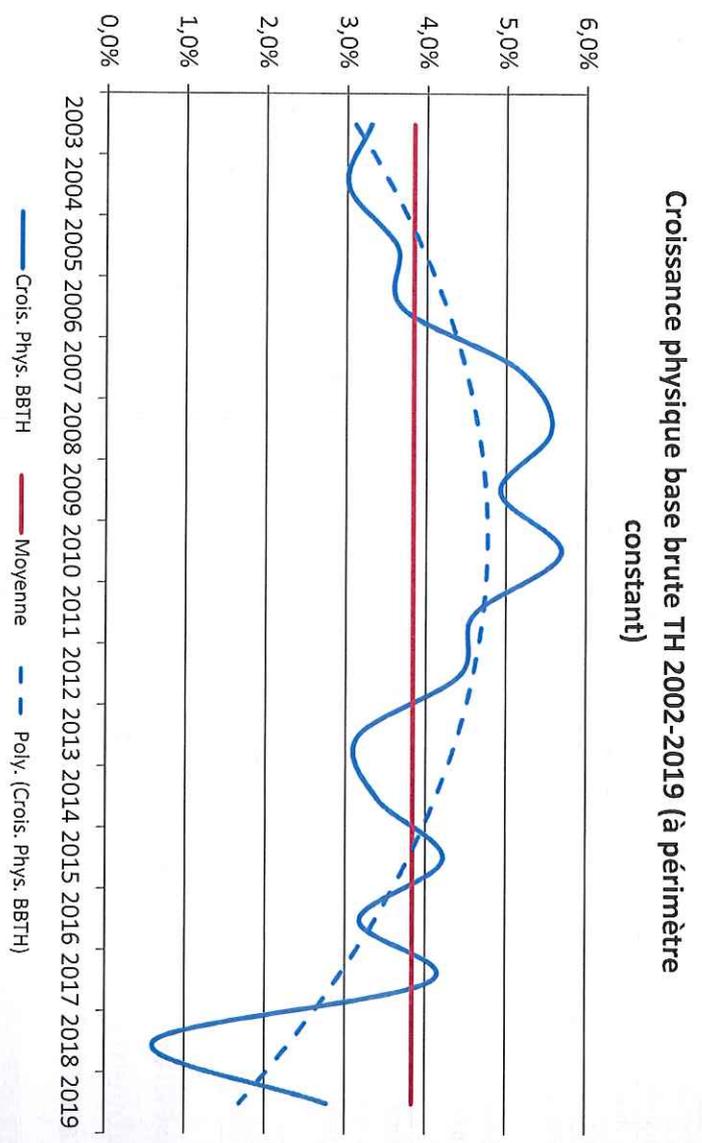
1- Ralentissement de la croissance des contributions directes :

- La croissance physique des bases brutes de TH (avant abattement et sans actualisation) passe de 3,3 % à 2,8 % entre 2003 et 2019

Moyenne sur la période : 3,8 %

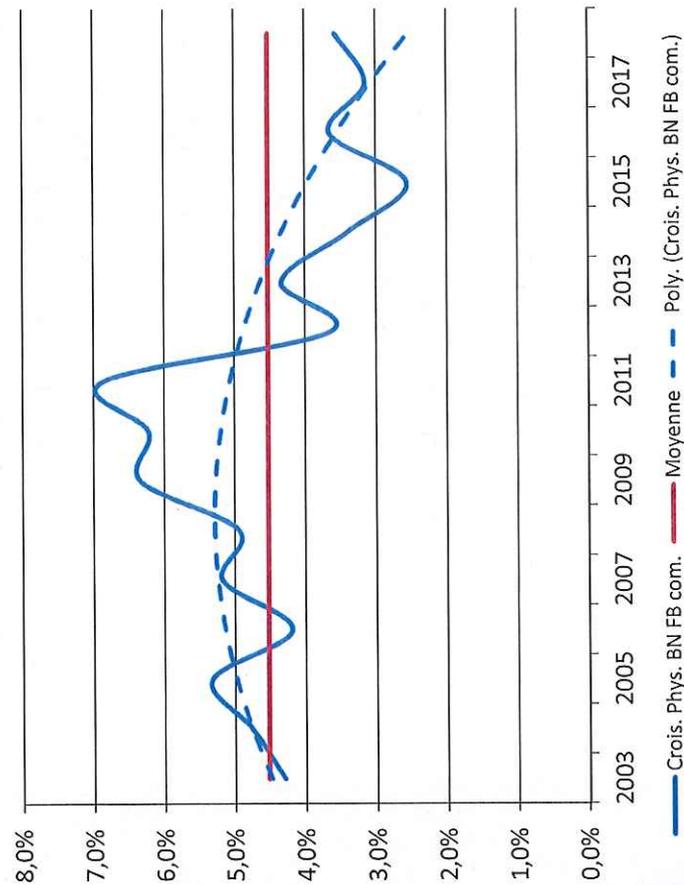
- La croissance physique des bases brutes de FB (avant abattement et sans actualisation) passe de 4,3 % à 3,6 % sur la même période

Moyenne sur la période: 4,5 %

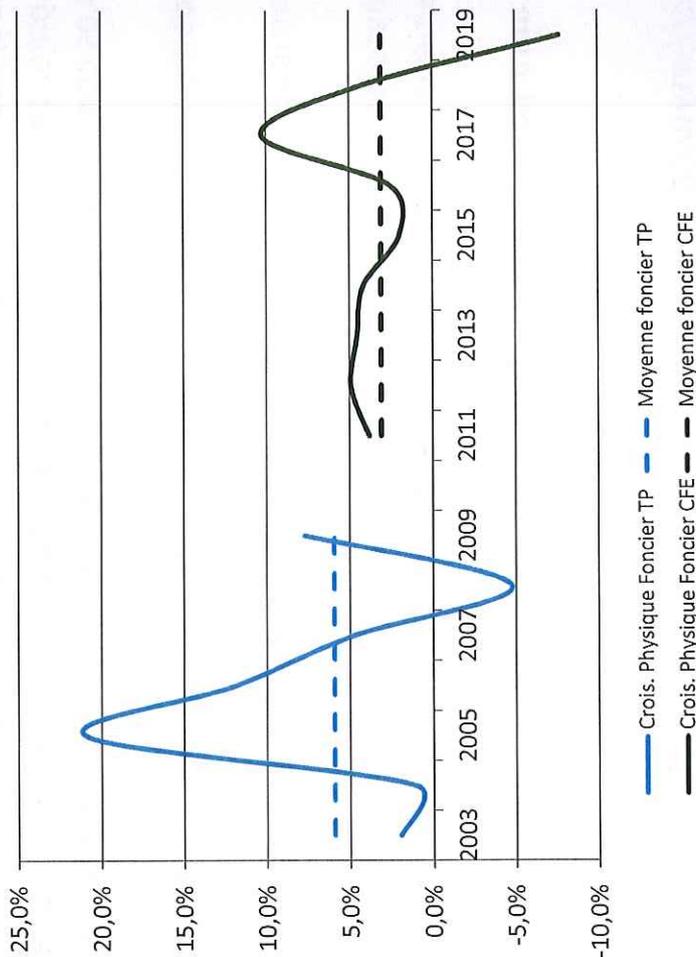


BP 2020 et Prospective financière 2019/2025

Croissance physique base nette FB 2002-2018 (à périmètre constant)



Croissance physique de la base brute foncier TP / CFE (à périmètre constant)



La croissance physique des bases brutes de CFE (avant abattement et sans actualisation) passe de 3,8 % à - 7,7 %, avec une moyenne sur la période 2011/2019 à 3,1 % contre 6 % pour la TP sur la période 2003/2009

BP 2020 et Prospective financière 2019/2025

2- La réforme fiscale de la TH

En 2023, 100 % des foyers vont bénéficier de la suppression de la taxe d'habitation afférente à leur résidence principale. **Les intercommunalités seront compensées par une fraction d'un impôt national dynamique, la TVA. Les communes se verront affectées la part départementale de la taxe foncière.**

L'imposition sur les résidences secondaires et les logements vacants est maintenue.

La contribution à l'audiovisuel public est conservée mais sera réformée ultérieurement.

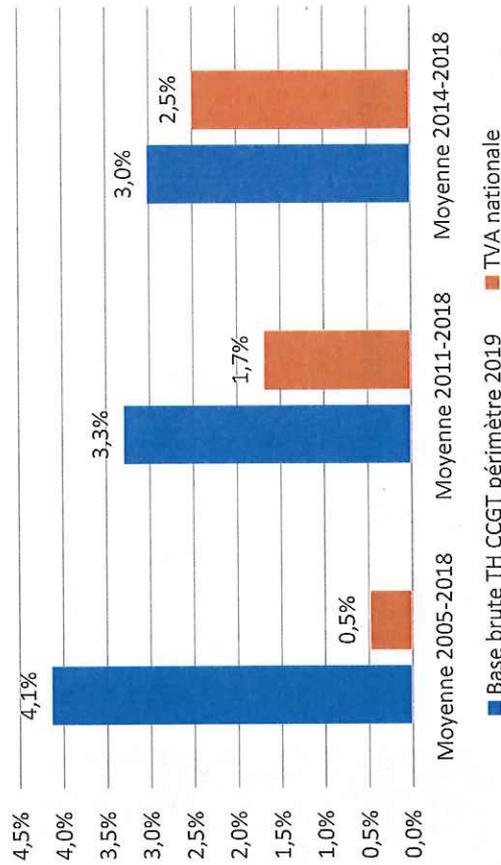
La suppression de la TH sur la résidence principale nécessite une révision des règles de liaison des taux entre impositions sur les ménages (taxe foncière) et sur les entreprises (cotisation foncière des entreprises).

Il n'y aura pas de vote de taux de la TH en 2020. C'est celui de 2019 qui sert de base au calcul du produit 2020

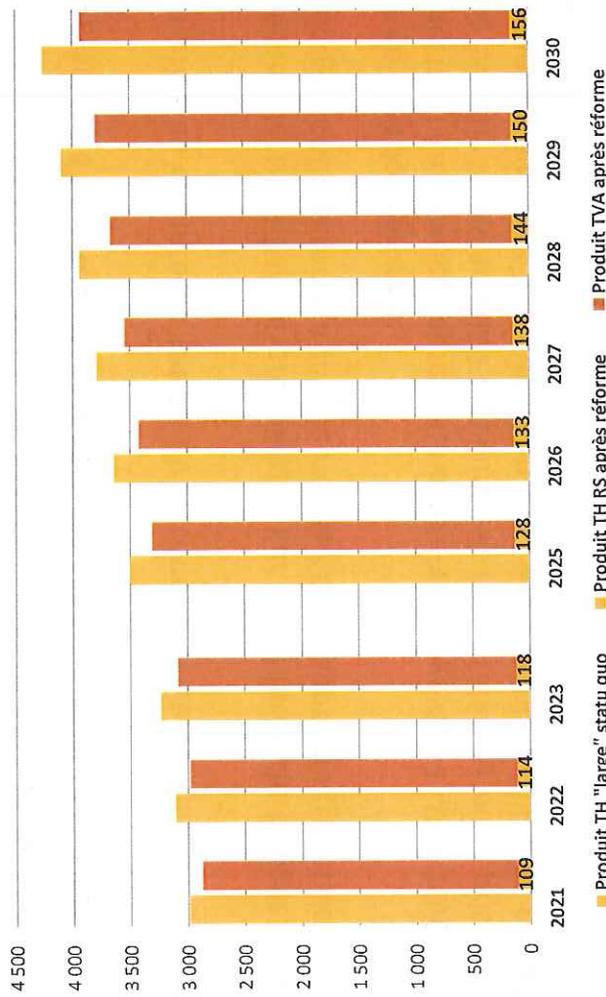
https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/dgcl_v2/OFGL/capsur9_v2_1.mp4

BP 2020 et Prospective financière 2019/2025

Taux de croissance réel de la TVA nationale
 et taux de croissance physique de la base
 brute de TH localisée sur le territoire de
 CCGT (périmètre 2019)



Produits "larges" de TH en statu quo et TVA et TH sur les
 résidences secondaires avec réforme



Le territoire de la CCGT qui a des bases de TH qui sont plus dynamiques (3 %) que celles de la TVA (2,5 %), va connaître une baisse de croissance de ses impôts, estimée à 109 k€ pour 2021.

La réforme de la TH a un impact négatif sur les ressources de la CCGT.

Hypothèses du BP 2020

Il est à noter :

- l'envoi de notes de cadrage et la mise en place, depuis 3 ans, de réunions d'arbitrages avec les associations dont la subvention est supérieure à 23K€ et avec les services gestionnaires (direction/VP finances). Ces réunions sont l'occasion de débattre du budget de chaque service et de réaliser les 1ers arbitrages en fonctionnement
- Le programme d'investissement a déjà été arbitré plusieurs fois notamment lors du bureau et de la commission Finances du 16/11.
- Pas de prise en compte du retrait de la commune de Fontenilles dans la prospective (éléments financiers non connus à ce jour)
- Complexité de travailler en prospective sur les chiffres du budget ou sur le réalisé 2020: les enveloppes de crédits de la prospective sont légèrement inférieures aux enveloppes du projet de BP 2020.

Dépenses de fonctionnement :

- 011 : proposition des services après réunions d'arbitrage des 7, 9 et 10/01
- 012 : Base bulletins janvier 2020 (titulaires et non titulaires) pour prise en compte PPCR (Revalorisation indiciaire de certains cadres d'emplois, soit une augmentation de 1 à 10 points de l'indice majoré selon les échelons soit 16 000 €) + revalorisation SMLC pour les assistantes maternelles / PEC - GVT titulaire à 0,8 % 25 000 € qui prend en compte les AVE (16 725 € chargés, soit 0,53 % de la masse salariale des titulaires) + les AVG estimés à 0,27 % de la masse salariale des titulaires avec prise en compte au 01/12/2020
- Enveloppe remplacement 21 000 € chargés pour auto assurance (pas d'assurance pour la maladie ordinaire des titulaires CNRACL- pas d'assurance pour les IRCANTEC)
- Prise en compte de deux nouveaux recrutements sur 6 mois en 2020 puis en année complète
- Hypothèses de non renouvellement des PEC, pas de nouvelles ouvertures de recours à ces contrats
- 65 : subventions après arbitrages Président/VP Finances du 07/01 – pas de subvention Maison France Services en 2020 mais à partir de 2021

Hypothèses du BP 2020

014 : prise en compte dans AC 2020 des transferts SAAD, CISPD - pas de la planification) – FPIC même hypothèse que les années précédentes (répartition dérogatoire libre avec évolution à la CCGT) - TEOM (3 %) 67 et 68 : subvention et provision déficit BA (60 k€ X 2 BA Roulage et BA Espèche)
=> **Évolution de 3,6 % en 2021 puis de 2,7 % à partir de 2022**

Recettes de fonctionnement:

Fiscalité : pas d'augmentation des taux – croissance physique nette des bases TH (3 %), FB (3 %), CFE (3,4 %)

Perception de la taxe de séjour 15 k€

Diminution de la taxe GEMAPI pour être en adéquation avec les dépenses (130 k€ au lieu de 150 k€)

FPIC : répartition dérogatoire libre comme les années précédentes avec évolution à la CCGT soit +3k€ par rapport à 2019

Produits des services : facturation aux familles identiques à 2019 pour PE et jeunesse, entrées piscine identique à 2019

Refacturation du service ADS : recettes en augmentation (charges du service 2019 + augmentation des dossiers)

Refacturation des agents MAD et des fluides aux associations : identique à l'année dernière

Dotations et participations : DGF diminution par rapport à 2019, 865 k€ soit - 16 k€ / CEJ en légère augmentation pour prise en compte du 4^{ème} coordonnateur/ALT2 en augmentation (taux d'occupation > à 80 %) 35 k€

Dépenses investissement:

PPI de 1 800 k€ sur les 1 929k€

Recettes d'investissement:

Taxe d'aménagement : 80 k€ pour 2019 (pour mémoire 310 k€ pour 2017 et 2018)

FCTVA prévu sur 1 000 k€ de dépenses éligibles (moins que le PPI)

Prise en compte des subventions notifiées soit 728 k€

Les dépenses de fonctionnement

	€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Charges de fct courantes strictes		8 661 313	9 212 321	9 539 725	9 795 721	10 059 091	10 330 054	10 608 836
Charges à caractère général		1 329 327	1 496 000	1 540 880	1 587 107	1 634 720	1 683 761	1 734 274
Jeunesse		515 483	505 927	521 105	536 738	552 840	569 425	586 508
Aménagement du territoire		43 417	45 000	46 350	47 740	49 173	50 648	52 167
Piscine		177 602	188 600	194 258	200 086	206 088	212 271	218 639
Petite enfance		109 743	128 400	132 252	136 220	140 306	144 515	148 851
Solde charges à caractère général		483 082	628 073	646 915	666 323	686 313	706 902	728 109
Charges de personnel		5 458 766	5 631 021	5 818 851	5 995 155	6 176 830	6 364 039	6 556 953
Jeunesse		2 797 577	2 847 863	2 933 299	3 021 298	3 111 937	3 205 295	3 301 454
Aménagement du territoire		422 323	447 531	460 957	474 785	489 029	503 700	518 811
Piscine		201 606	197 349	203 269	211 400	219 856	228 650	237 796
Petite enfance		902 419	960 711	989 532	1 019 218	1 049 795	1 081 288	1 113 727
Solde charges de personnel		1 134 841	1 177 567	1 231 794	1 268 454	1 306 213	1 345 106	1 385 165
Autres charges de gestion courante		1 873 220	2 085 300	2 179 994	2 213 459	2 247 541	2 282 253	2 317 609
6531 - Elus		69 841	72 000	72 720	73 447	74 182	74 923	75 673
6554 Contr. org. regroupt		255 538	265 289	270 595	276 007	281 527	287 157	292 901
65737 - Autres établi. pbos locaux		3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
6574 Subv° associations		1 526 275	1 544 303	1 630 775	1 655 878	1 681 459	1 707 526	1 734 089
Office tourisme		6 620	0	0	0	0	0	0
Office interco sports		69 154	67 215	67 215	67 215	67 215	67 215	67 215
Ecole de musique		132 500	132 500	132 500	132 500	132 500	132 500	132 500
Fédération MJC		56 612	56 612	57 178	57 750	58 327	58 911	59 500
MJC		32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000
Centre social		944 272	986 593	1 071 325	1 092 751	1 114 606	1 136 898	1 159 636
Asso Lenjeux (jeunesse)		19 712	19 963	19 963	19 963	19 963	19 963	19 963
Multi-accueil C. Ninard		189 000	190 701	190 701	192 608	194 534	196 479	198 444
Solde 6574 Subv° associations		76 405	58 719	59 893	61 091	62 313	63 559	64 830
65736 EPIC/CIAS		181 808	181 808	183 626	185 462	187 317	189 190	191 082
Solde autres charges de gestion courante		18 566	18 900	19 278	19 664	20 057	20 456	20 865
Atténuations de produits		4 190 030	4 140 175	4 201 100	4 263 853	4 328 488	4 395 052	4 463 633
Attribution de compensation versée		912 307	802 691	802 691	802 691	802 691	802 691	802 691
Dotation Solid. Claire versée		848 747	848 747	848 747	848 747	848 747	848 747	848 747
Prélèvement FNGIR		457 908	457 908	457 908	457 908	457 908	457 908	457 908
Reversement TEOM		1 964 000	2 030 829	2 091 754	2 154 507	2 219 142	2 285 716	2 354 287
Solde atténuations de produits		7 068	0	0	0	0	0	0
Charges de fct courant		12 851 343	13 352 496	13 740 825	14 059 573	14 387 578	14 725 116	15 072 470
Charges exceptionnelles larges (67 et 68)		144 751	149 225	149 694	150 172	150 659	151 154	151 658
Charges de fct hs intérêts		12 996 094	13 501 721	13 890 519	14 209 745	14 538 237	14 876 270	15 224 128

Chapitre 011 – dépenses à caractère général

Service Communication

BP 2019 : 31 550 €

2 lettres

Noël enfant bascule dans
l'administration générale

BP 2020 : 23 675 €

Service Petite Enfance

BP 2019 : 151 075 €

Partie du budget imputée aux ST
(bâtiments)

BP 2020: 66 585 €

Service Économie

BP 2019 : 34 050 €

Mission AMO marketing territorial
(30 k€)

BP 2020 : 34 899 €

Services techniques

BP 2019 : 217 710 €

Récupèrent tous les postes liées aux
bâtiments qui étaient dans les autres
services

BP 2020 : 503 800 €

Chapitre 011 – dépenses à caractère général

Service Jeunesse

BP 2019 : 545 575 €

4 séjours au lieu de 3
Diminution enveloppe TAP, fournitures
pédagogiques
Enveloppe formation BAFA

BP 2020 : 526 374 €

Service Environnement

BP 2019 : 12 300 €

Assistance juridique pour compétence
mobilité : 15 k€

BP 2020 : 20 700 €

**Service Administration générale dont
coordination**

BP 2020 : 189 150 €

Service informatique

BP 2019 : dans les services

Maintenance logiciels métiers, messagerie

BP 2020 : 49 200 €

Service Piscine

BP 2019 : 185 000 €

Crédits affectés aux ST

BP 2020 : 27 080 €

Service AT

BP 2019 : 51 136 €

Crédits affectés aux ST

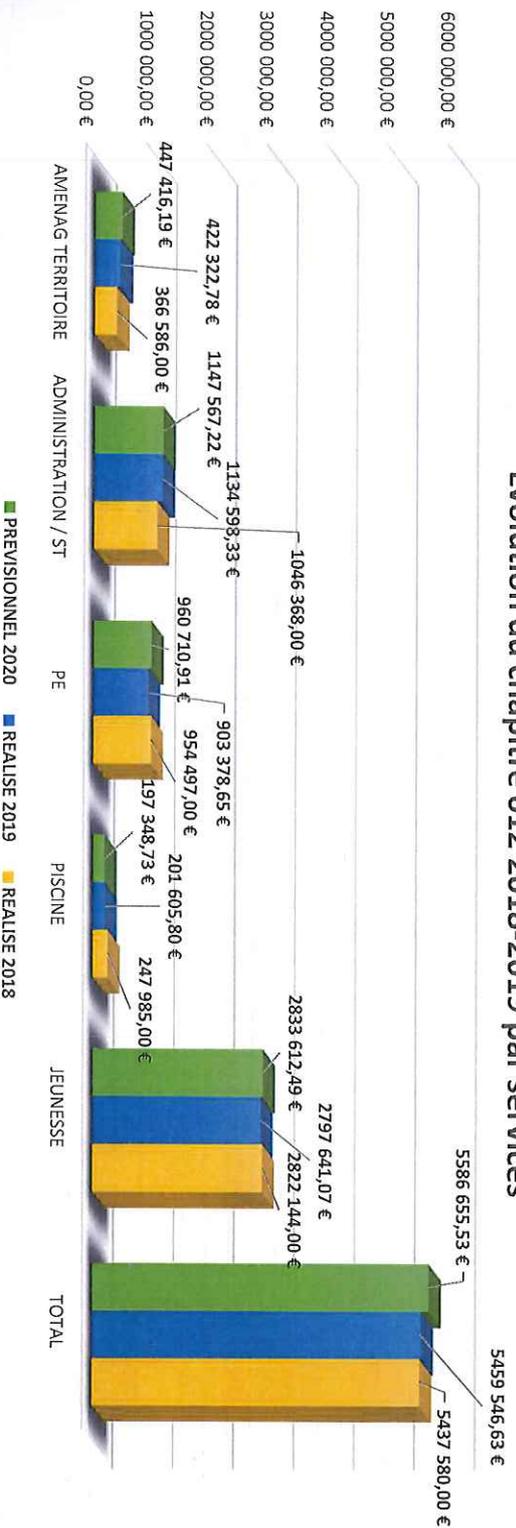
BP 2020 : 40 450 €

Chapitre 012 – dépenses de personnel

total CA 2018	5 437 852,80 €	
Total BP 2019	5 694 005,78 €	
total CA 2019	5 458 586,63 €	5 458 766,29 €
total BP 2020	5 588 431,84 €	2,38%
total 2020 + nouv recrutements + action sociale	5 647 431,84 €	3,46%
total 2020 + 2 recrutements + action soc	5 628 431,84 €	3,11%

DETAILS NOUVEAUX RECRUTEMENTS 2020	ANNEE PLEINE	2020
tech VRD	42 000,00 €	20 000,00 € 6 mois
Chef d'équipe ST	38 000,00 €	19 000,00 € 6 mois
Assistant développement économie	42 000,00 €	20 000,00 € 6 mois
ACTION SOCIALE		20 000,00 €
		79 000,00 €

Evolution du chapitre 012 2018-2019 par services



Chapitre 012 – dépenses de personnel

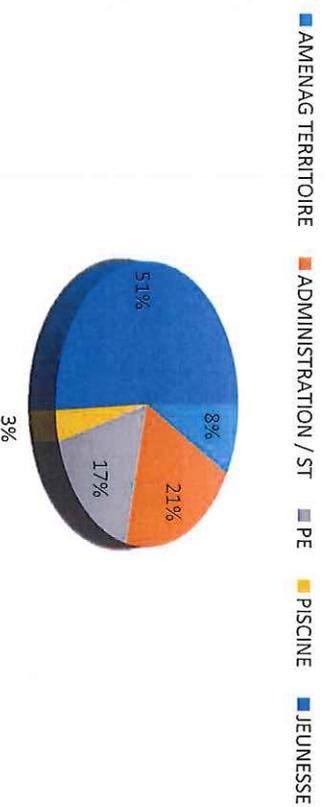
DÉTAILS PAR GRANDS SERVICES : hypothèses

- **SERVICE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**
 - Demi-traitement Gilles SOUBIE année complète : - 7 000 € (remboursement CNP)
 - Demande de réintégration de Florent MASERO 7 mois : + 20 200 €
 - Possible retour Kenza BENKIRANE compensé par fin de CDD Marie-Sophie FOURNIER
 - Équipe complète (5 instructeurs) depuis 01/10/2019
- **ADMINISTRATION / SERVICE TECHNIQUE :**
 - Non remplacement du DGS (100 000 € TC – refacturation 50 % commune I-J)
 - Chargée de communication : temps partiel 90 % sur l'année
 - Responsable informatique sur année pleine (arrivée 01/09/19) + 31 100 €
 - Agent ST (Vincent LARROQUE) prévu au BP 2019 au service Piscine mais imputé l'année dernière au budget Adm/ST + 37 500
 - Astreinte globale sur l'ensemble des bâtiments et sur toute l'année (surcoût annuel +3 000 €)
- **PETITE ENFANCE :**
 - Départ de Marie-Christine VIVES au 01/08/2019 : remplacement sur le mi-temps par Myriam LACAZE (dir. CFONT) augmentation RI + renfort terrain (aux. de puér. 14 h) au 01/09/2019 sur une année complète
 - Gain année complète : 16 163 €
 - Départ direction CFA : remplacement de la directrice au 20/01 (21h au lieu de 17,5 h) et remplacement depuis septembre 2019 de la directrice adjointe par une assistante administrative/animatrice PE (9 h au lieu de 17,5 h)
 - Prévision CDD (4.5 mois) à la fin du PEC de l'agent d'entretien + 3 700 € sur 2020 (en tenant compte des aides PEC)
 - Prise en compte de 8 assistantes maternelles sur l'année complète (nombreuses absences en 2019, n'ont jamais fonctionné avec 8 assistantes maternelles)
 - Prévision d'une indemnité de licenciement pour un agent reconnu inapte : +13 500 €

Chapitre 012 – dépenses de personnel

- **PISCINE :**
 - Simulations salaire sur même durée d'ouverture (7,5 mois)
 - Agent ST (Vincent LARROQUE) prévu au BP 2019 au service Piscine mais imputé l'année dernière au budget Adm/ST + 37 500
 - Remplacement du responsable adjoint d'équipement par un MNS
 - 70 h octroyées à un MNS pour renfort administratif
- **JEUNESSE :**
 - Contractuels CDI sur 12 mois – CDD sur 10,5 mois – PEC sur durée contrat actuel – HC légèrement minorées sur Pujaudran par rapport 2019 – Animateurs ALSH identiques à 2019.
 - Effectifs 2020 équipes incomplètes depuis septembre 2019 (10 agents de plus : 10 CDD à 8 h hebdo min sur 7,5 mois → 42 000 €)

PREVISIONNEL 2020



EFFECTIFS 2020

Au janvier 2020, **204 agents répartis comme suit :**

- 136 agents Jeunesse
- 24 agents Adm/ST
- 32 agents PE
- 11 agents Aménagement du territoire
- 1 agent Piscine

Soit 98 titulaires et 106 contractuels (dont assistantes maternelles)

TEMPS DE TRAVAIL : les agents travaillent actuellement 1 544 h. La loi de transformation de la fonction publique met fin aux dérogations à la durée hebdomadaire de travail de 35 heures dans la fonction publique territoriale, soit 1 607 heures par an. Les collectivités et établissements disposeront d'un délai d'un an à compter du renouvellement de chacune des assemblées délibérantes, soit au plus tard en mars 2021 pour une application au 01/01/2022.

Chapitre 65 – Charges de gestion courante

Ces associations ont été reçues les 11, 16 et 17 décembre dernier lors d'une réunion d'arbitrage et de présentation de leur demande de subvention 2020.

Il est proposé les montants suivants de subventions :

	Subv 2017		Evolution 2016/17	Subv 2018		Subv 2019		Subv 2020		Cout réel supplem
	sollicitée	octroyée		sollicitée	octroyée	sollicitée	octroyée	sollicitée	proposition	
API/CENTRE SOC	944 272 €	944 272 €	19,5%	944 272 €	944 272€	991 772€	944 272€	992 042€	991 292€	+47 020€
CLAUDE NINARD	189 000,00	189 000 €	1,6%	189 000 €	193 000€	189 000€	189 000€	190 890€	190 890€	+1 890€
OIS	78 232,00	78 232 €	18,5%	69 154€*	80 931€	69 154€	69 154€	67 000€	67 000€	-2 154€
ÉCOLE DE MUSIQUE	132 500,00	132 500 €	6,4%	132 500 €	132 500€	132 500€	132 500€	134 500€	132 500€	0
MJC	32 000 €	32 000 €	0,0%	32 000 €	32 000€	32 000€	32 000€	32 000€	32 000€	0
FRMJC	56 572 €	56 632 €	0,1%	57 700 €	56 612€	56 612€	56 612€	56 612€	56 612€	0

CENTRE SOCIAL sans option Maison France Services

Analyse budget 2020:

- Décompte des 992 041 € : subvention identique à l'année dernière 944 272 € + 23 750 € (6 mois Maison France services) + 23 520 € (0,80 % chargé de coopération=> CEJ) + 500 € (CLAS)
- Pour équilibrer ce budget, il manque 171 969 €

Gel des subventions	161 512 €
Nouvelles missions chargées de coopération	7 442 €
Nouvelles missions CLAS	5 015 €

Il est proposé d'attribuer à l'association une subvention décomposée ainsi : 944 272 € (subvention années précédentes) + 23 520 € (CEJ) + 500 € (CLAS)+ 13 000 € (transfert de compétence CISPD commune de l'Isle Jourdain – CLECT 2020) + 10 000€ (nouvelle subvention) = 991 292 €

Coût réel supplémentaire pour la collectivité : 10 000 €

Chapitre 65 – dépenses de gestion courante

SUBVENTIONS - 6574	MONTANT OCTROYE 2017	SOLLICITE 2018	MONTANT OCTROYE 2018		SOLLICITE 2019	MONTANT OCTROYE EN 2019	SOLLICITE 2020	1ers ARBITRAGES 2020
ADDA (association dév de développement des arts)					4 904,00	4 000,00	4 904,00	3 500,00
Arbre et paysage (830)					5 000,00	2 500,00	7 500,00	7 500,00
ADIE	1 500,00	1 500,00	1 500,00	31-mai	1 500,00	1 350,00	1 350,00	1 000,00
ALOJEC - plate forme des jeunes	5 000,00					0,00		0,00
Amicale des agents Mairie Isle-Jourdain et CCGT	1 000,00	2 000,00	1 500,00		2 000,00	1 800,00		1 500,00
ASSOCIATION CHEMIN ST JACQUES	1 200,00	0,00			8 097,00	0,00		0,00
CAP FONTENILLES	1 000,00	1 000,00	1 000,00	18-juin	1 000,00	900,00		800,00
CAP Formations Sport							1 000,00	0,00
CARNAVAL GASCON		500,00	500,00		500,00	0,00		0,00
CIDFF	1 400,00	1 400,00	1 400,00	06-juil	1 400,00	1 250,00	1 250,00	1 250,00
Culture Porte de Gascogne		2 500,00	1 000,00	17-mai	1 000,00	0,00	1 000,00	7 000,00
ESCOTA & MINJA		900,00	0,00					0,00
ESTRELLAPINK		0,00						0,00
GASCONS DE PLUME		20 000,00	20 000,00	06-juil		10 000,00		5 000,00
GRUPEMENT DEVELOPEMENT	20 000,00							
GRUPEMENT AGRICULTEURS DE LA CCGT (830)	4 000,00	4 000,00	4 000,00	12-nov	4 000,00	3 600,00	4 000,00	3 000,00
GRUPEMENT AGRICULTEURS DE LA CCGT (830)		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
LA RONDE DES CANAILLOUX	8 271,00	8 271,00	8 271,00		8 300,00	8 271,00	8 271,00	8 271,00
L'EN-JEUX	8 271,00	8 271,00	8 271,00	06-juil	19 712,00	19 712,00	19 963,00	19 963,00
LISLACTON	7 000,00	5 000,00	5 000,00	18-juin	5 000,00	4 500,00	5 000,00	4 000,00
L'OUTIL EN MAIN	1 000,00	1 000,00	1 000,00	31-mai	1 000,00	900,00	900,00	900,00
MISSION LOCALE DU GERS		1€/hab				1 000,00	1 000,00	1 000,00
SESAME	2 200,00	2 500,00	2 000,00	31-mai	2 200,00	1 000,00		1 000,00
VÉLOSCOPE	4 500,00	4 500,00	4 000,00	18-juin	4 000,00	3 000,00		3 000,00
PLAN NUTRITION SANTÉ	5 100,00	8 000,00	8 000,00		8 000,00	8 000,00	0,00	
SAPEURS POMPIERS HUMANITAIRES							montant libre	0,00
	66 342,00	84 842,00	77 942,00	519 343,00	88 184,00	89 783,00	66 138,00	78 684,00

2 – Examen des demandes de subventions < à 23 K€

SUBVENTIONS - 65737	MONTANT OCTROYE 2017	SOLLICITE 2018	MONTANT OCTROYE 2018	SOLLICITE 2019	MONTANT OCTROYE EN 2019	SOLLICITE 2020	ARBITRAGES 2020
CHAMBRE DES MÉTIERS		3 160,00	3 160,00	4 025,00	3 000,00	5 248,00	3000
GERS NUMÉRIQUE (syn. mixte)	123 900,71	27 733,04	27 733,04		21 699,00		28 000,00
GEMAPI					88 682,00	88 682,00	88 682,00
MANÉO - participation à l'habitant				49 306,00	49 306,00		40 000,00
MANÉO - participation coût de l'aire					5 703,00		5 800,00
SCoT de Gascogne (syn. mixte)	25 042,80	38 536,20	38 536,20		39 479,40		40 000,00
PETR	0,00	62 607,00	62 607,00	62 607,00	62 607,00		62 607,00
Fonds Concours MEDIATHÈQUE Pujaudran	148 943,51	69 429,24	69 429,24	53 331,00	273 476,40		268 089,00
	0			50 000,00	50 000,00		

SUBVENTIONS - services de rattachement	ARBITRAGES 2020
CIAS Gascogne Toulousaine - 657362	7 030,00
SAAD (budget annexe CIAS) - 657362	80 100,00
EPIC Office de tourisme - 657364	94 678,00
	181 808,00

Des demandes de subventions ne nous sont pas encore parvenues : Gers développement, Gers numérique, SCOT de Gascogne, MANEO et Véloscope

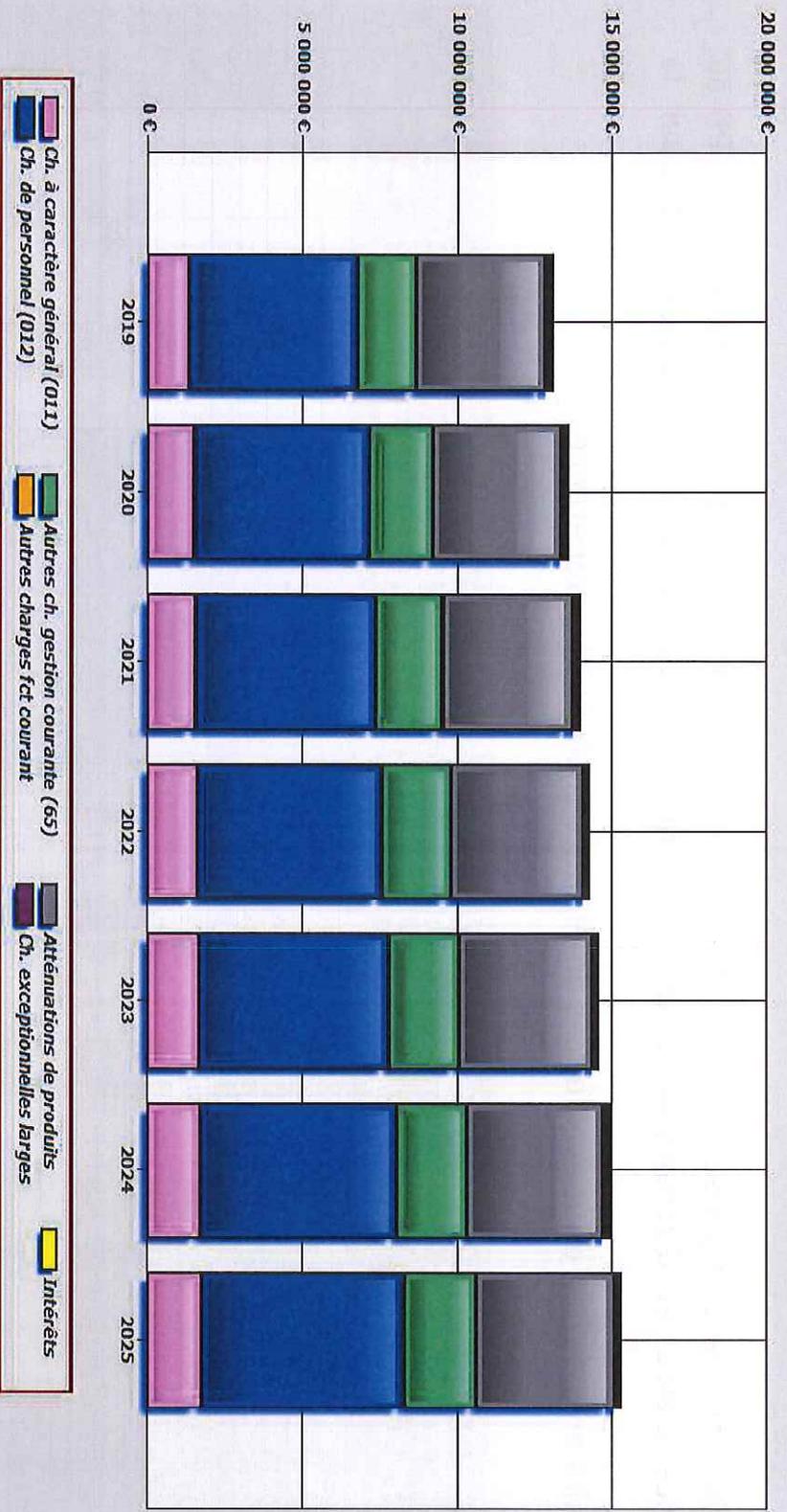
014 : Atténuations de produits

Évolution des attributions de compensation pour prendre en compte le transfert des compétences CISPD au 01/01/2018, service d'aide et d'accompagnement à domicile au 01/01/2020. Il manque à évaluer la planification.

Une CLECT se réunira en mai/juin pour évaluer ces différents transferts de compétences.

	AC définitives 2018	AC 2019 avec suppression régulation Jeun 2018	Régul Jeun restante sur 2019	AC 2019	Ajout évaluation transfert planif 2018	Retenue évaluation transfert Planif 2019	AC 2019 à verser	AC 2020 avec suppression régulation Jeun 2019	AC 2020 prov	SAAD	CISPD	Plannif	AC 2020 à verser
AURADÉ	-22 413			-22 413	6 670	-3 980	-19 723	-19 723	-19 723	-3 554			-23 277
BEAUPUY	15 512			15 512	1 181	-1 183	15 510	15 510	15 510	-144			15 367
CASTILLON SAVÈS	-17 344			-17 344	2 081	-2 084	-17 347	-17 347	-17 347	-268			-17 616
CLERMONT SAVÈS	-5 873			-5 873	9 039	-1 256	1 910	1 910	1 910	-1 581			329
ENDOUFIELLE	27 201			27 201	3 303	-3 309	27 195	27 195	27 195	-808			26 387
FONTEUILLES	752 980	653 605	99 375	752 980	17 022	-23 523	746 479	-99 375	647 104	-4 609			642 495
FREGOUVILLE	-1 507	-10 631		-10 631	2 175	-2 178	-10 634	-10 634	-10 634	-2 590			-13 224
L'AS	106 431	106 380		106 380	10 741	-3 022	114 099	114 099	114 099	-1 610			112 490
L'ISLE-JOURDAIN	-515 994			-515 994	34 199	-30 616	-512 411	-512 411	-512 411	-54 462	-24000		-590 873
MARESTAING	575			575	1 673	-1 676	572	572	572	-1 915			-1 343
MONFERRAN SAVÈS	-28 980	-34 555		-34 555	12 611	-4 842	-26 786	-26 786	-26 786	-5 818			-32 605
PUJAUDRAN	-124 058			-124 058	5 734	-17 115	-135 439	-135 439	-135 439	-4 251			-139 689
RAZENGUES	6 543			6 543	1 088	-1 089	6 542	6 542	6 542	-647			5 894
SÉGOUFIELLE	-108 553	-128 793	20 240	-108 553	11 316	-3 543	-100 780	-20 240	-121 020	-3 744			-124 763
TOTAL	84 520		119 615	69 770	118 833	-99 417	89 186	-119 615	-30 429	-86 000,00	-24 000,00	0,00	-140 429
	909 241				D	AC>0	912 307			D		AC>0	802 961
	-824 721				R	AC<0	-823 120			R		AC<0	-943 390

Charges de fonctionnement



Sur la période, les dépenses de fonctionnement évoluent en moyenne de 2,6 % (prise en compte de l'inflation).

Les produits de fonctionnement

Apparition de la TVA transférée à compter de 2021 en corrélation avec la baisse du produit de la TH (résidence secondaire)

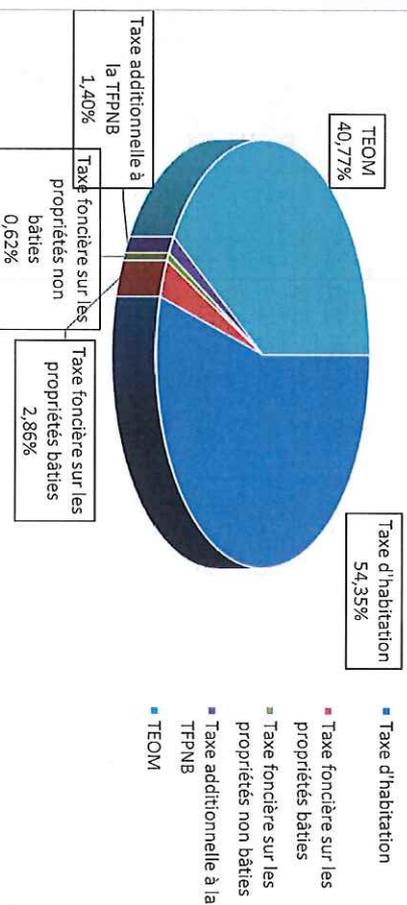
Evolution physique	2020/19
Base nette TH	3,0%
Base nette FB	3,2%
Base nette FNB	0,0%
Base nette CFE	3,4%
Indice d'actualisation TH	1,009
Indice d'actualisation FB	1,012
Indice d'actualisation CFE	1,012

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produits fct courant stricts	13 715 642	14 243 914	14 394 747	14 772 023	15 142 830	15 525 168	15 919 236
Impôts et taxes	8 924 445	9 374 773	9 579 732	9 859 820	10 149 457	10 449 349	10 759 688
Contributions directes	5 581 359	5 893 504	3 267 072	3 393 848	3 525 917	3 863 507	3 806 858
Impôts ménages	2 826 871	2 937 748	292 455	303 589	315 178	327 239	339 792
TP/CFE	1 222 694	1 279 333	1 338 703	1 398 174	1 460 401	1 525 516	1 593 656
CVAE	951 276	1 084 000	1 028 900	1 070 056	1 112 858	1 157 373	1 203 668
IFER	247 046	254 457	262 091	269 954	278 052	286 394	294 986
TA FNB	68 420	69 104	69 795	70 493	71 198	71 910	72 629
TASCOM	202 778	208 861	215 127	221 581	228 228	235 075	242 128
Rôles supplémentaires	62 274	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Attribution de compensation reçue	823 120	943 390	943 390	943 390	943 390	943 390	943 390
TEOM	1 994 701	2 030 829	2 091 754	2 154 507	2 219 142	2 285 716	2 354 287
TVA transférée			2 766 492	2 850 040	2 936 111	3 024 782	3 116 130
Attribution FPIC	358 998	361 502	364 021	369 562	374 939	380 496	386 050
Solde impôts et taxes (dont GEMAPI)	166 267	145 548	147 003	148 473	149 958	151 458	152 972
Dotations et participations	3 557 786	3 559 386	3 479 579	3 550 578	3 605 038	3 660 247	3 716 197
DGF	865 510	851 292	858 728	885 392	894 656	903 790	912 765
Fonds de péréquation divers	13 585	13 561	13 561	13 561	13 561	13 561	13 561
Compensations fiscales	134 442	145 612	37 010	38 876	40 835	42 893	45 055
FCTVA fct	6 377	5 000	5 050	5 101	5 152	5 203	5 255
Solde participations diverses	2 537 872	2 543 922	2 565 230	2 607 650	2 650 835	2 694 801	2 739 561
Autres produits fct courant	1 233 412	1 309 754	1 335 436	1 361 626	1 388 335	1 415 573	1 443 351
Produits des services	1 232 649	1 308 992	1 334 673	1 360 863	1 387 572	1 414 810	1 442 588
Produits de gestion	762	762	762	762	762	762	762
Produits divers d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0
Atténuations de charges	46 960	40 000	41 200	42 436	43 709	45 020	46 371
PROD. FCT COURANT	13 762 602	14 283 914	14 435 947	14 814 459	15 186 539	15 570 189	15 965 607
Produits exceptionnels larges *	34 800	29 700	29 897	30 096	30 297	30 500	30 705
PROD. DE FONCTIONNEMENT	13 797 402	14 313 614	14 465 844	14 844 555	15 216 836	15 600 689	15 996 312

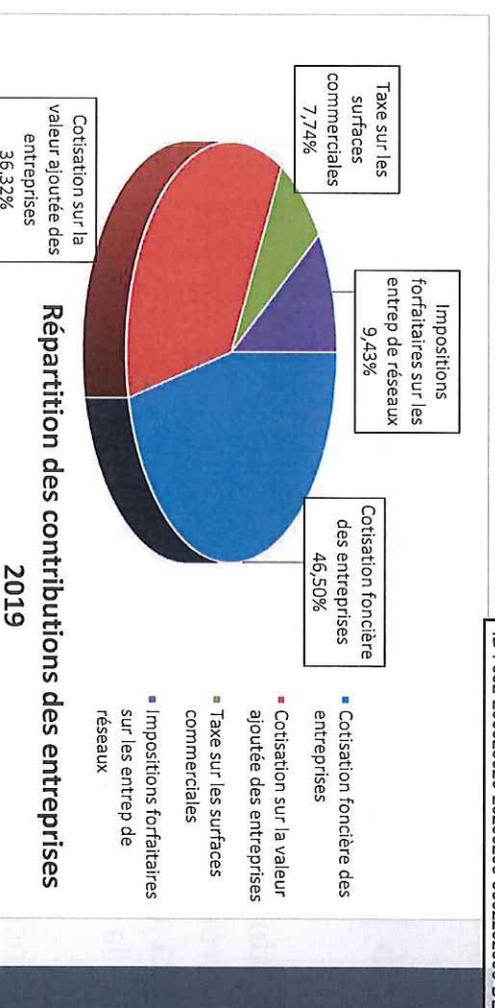
73 : impôts et taxes

Répartition des contributions des ménages

2019



Le principal impôt « ménage » est la TH qui représente plus de 54 % des contributions ménages; impôt très dynamique (4,9 %)
 La CFE est le principal impôt « entreprises ». Elle représente 46,50 % des contributions entreprises, en forte baisse cette année du fait de la perte d'1 entreprise sur le territoire.



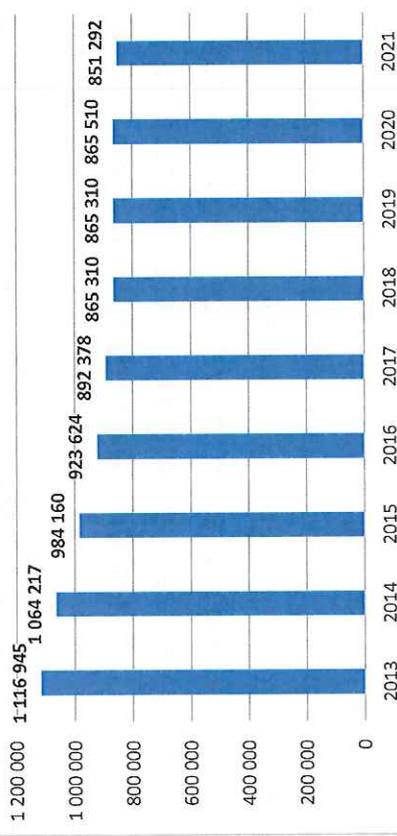
Contributions des ménages

	2019	Variation (%)
Taxe d'habitation	2 656 689	4,9%
Bases	19 679 196	
Taux	13,50%	
Taxe foncière sur les propriétés bâties	139 850	4,2%
Bases	15 541 953	
Taux	0,90%	
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	30 301	3,1%
Bases	580 501	
Taux	5,22%	
Taxe additionnelle à la TFPNB	68 420	11,2%
TEOM	1 993 098	4,1%
Ss total ménages	4 888 358	4,6%
Contributions des entreprises		
Cotisation foncière des entreprises	1 217 794	-4,9%
Bases	3 820 918	
Taux	32,00%	
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	951 276	1,9%
Taxe sur les surfaces commerciales	202 778	3,2%
Impositions forfaitaires sur les entrep de réseaux	247 046	3,3%
Ss total entreprises	2 618 894	-1,2%
Taxe GEMAPI	150 001	
Total ménages + entreprises	7 507 252	2,5%

74 Dotations et participations

La Dotation globale de fonctionnement : en baisse constante depuis 2013 avec un ralentissement de la décroissance depuis 2019. Entre 2013 et 2020, la perte est de plus de 23 %

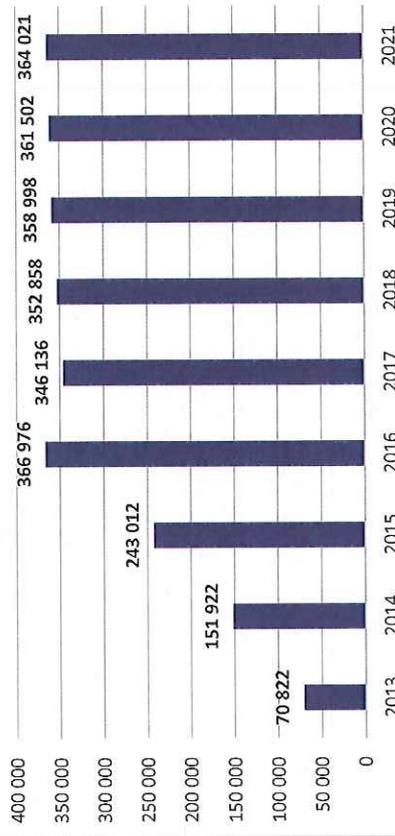
Évolution de la DGF



Le FPIC : inversement ce fonds est en augmentation sur la période. Les élus ont fait le choix d'opter pour la dérogation dérogatoire libre et de doter la CCGT d'un montant supérieur à ce qu'elle percevrait avec la répartition de droit commun. Entre 2013 et 2020, la croissance est de plus de 410 %

Il est à noter que le FPIC compense la baisse de la DGF.

Évolution du FPIC



Le solde des participations est principalement composé des aides de la CAF pour la PE et la Jeunesse : la prestation de service et le CEJ. Ce dernier va être en croissance sur les 4 prochaines années (travail sur l'optimisation du CEJ et de la PS)

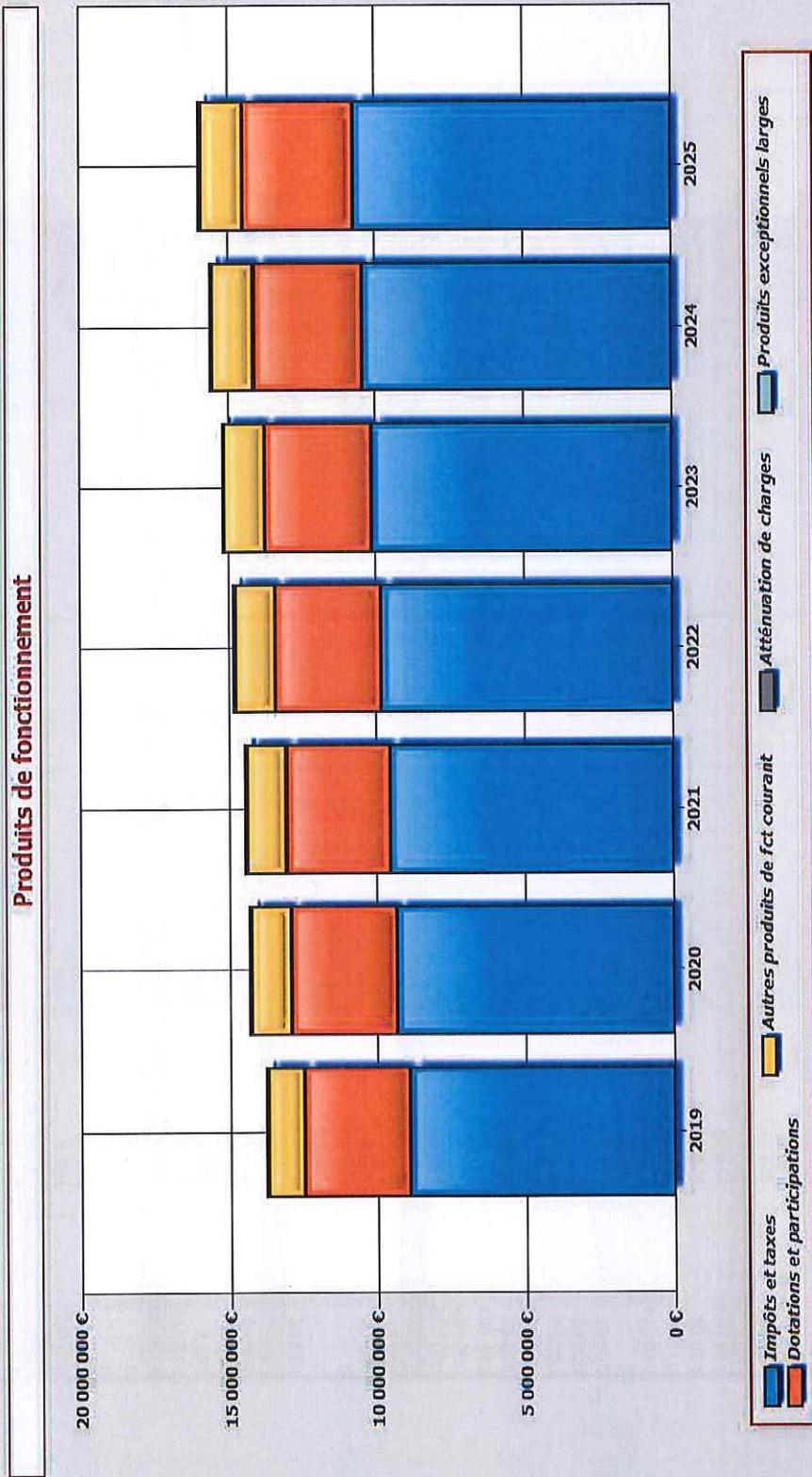
70 Produits des services et refacturation

Les produits des services sont composés :

- de la refacturation aux familles du service PE et Jeunesse pour respectivement 150 k€ et 505 k€ et des entrées, cours et buvette de la Piscine pour 109 k€.
- de la refacturation du service ADS aux communes membres (191 k€) et non membres (79 k€). Les produits 2020 sont basées sur un coût de dossier identique à celui de l'année dernière.
- des refacturation d'agents mis à disposition à la mairie de l'Isle Jourdain et aux associations ainsi que la refacturation des frais de bâtiments (200 k€).

RECETTES 2020	BP 2019	CA 2019	BP 2020
6419 - Rbt rému perso (cpam et ass)	31 000,00 €	45 156,76 €	40 000,00 €
Z4718 - Aides PEC Jeunesse	32 300,00 €	26 048,81 €	14 140,00 €
Z473 - Aide PEC Petite Enfance	5 800,00 €	6 671,97 €	3 740,00 €
Z0845 - refactu agents MAD IJ	97 000,00 €	77 193,77 €	30 186,00 €
Z0845 refactu MAD informatique	12 700,00 €	7 717,62 €	23 250,00 €
Z0875 - refactu communes membres ADS	146 047,00 €	165 098,00 €	191 382,00 €
Z0848 - refactu MAD Petite Enfance	56 100,00 €	57 797,21 €	59 300,00 €
Z0848 - refactu MAD école musique	40 000,00 €	37 881,67 €	40 340,00 €
Z0848 - refactu EPIC OT		0,00 €	77 800,00 €
Z0878 - refactu communes non membres ADS	70 308,00 €	70 275,24 €	79 273,00 €
	491 255,00 €	493 841,05 €	559 411,00 €
GAINS ESTIMÉS 2020	BP 2019	CA 2019	BP 2020
Jour de carence (012)	7 500,00 €	8 241,22 €	7 500,00 €
Chèque déjeuner au semi réel (012)	2 000,00 €	3 603,60 €	3 000,00 €
Ces gains peuvent servir d'autoassurance	9 500,00 €	11 844,82 €	10 500,00 €

Les produits de fonctionnement



Sur la période, les produits de fonctionnement évoluent en moyenne de 2,5 % (prise en compte de l'inflation – évolution nominale).

Les dépenses d'investissement

Montants issus des
arbitrages réalisés fin 2019
PPI global : 1 929 065€

	2019	2020
Pôle Petite Enfance	8 750	5 500
Extension crèche Lias	0	0
Travaux Fontenilles	0	0
Renouvellement matériel PE	8 750	5 500
Pôle Jeunesse	6 787	19 000
Equipements matériels et mobiliers	6 787	19 000
Equipement ALAE Lias	0	0
Pôle Culture/Sport/Tourisme	48 687	37 500
Gymnase	4 537	26 500
Investissement récurrents	10 277	11 000
Aquabike	9 303	0
Giratoire éclairage	24 570	0
Pôle Aménagement territoire	232 958	282 795
PLU/PLH	99 918	177 960
Equipements divers et logiciels	4 543	3 500
Schémas directeurs	43 124	4 342
Gers numérique	85 373	96 993
Pôle éco. / environnement	61 646	47 000
Aménagt Bassin l'Hestell	0	20 000
Etude mobilité	32 886	0
Etudes Hestell et relevés topo	25 144	0
Schéma stratégi Vélos	3 616	15 000
Etude faisabilité projet tiers lieu Roulage	0	12 000
Pôle Services techniques	533 489	1 256 039
Piscine	20 564	254 000
MJC (dont radio fil de l'eau)	0	124 000
Rehabilitation Frégouville	10 758	192 733
Travaux divers bâtiments	17 845	22 000
Voirie ZA	32 208	100 000
ZA POU/MADERES	45 932	26 500
Rénovation éclairage pubic ZAE	0	20 000
AAGV	16 100	16 000
Acquisition parcelle SDIS	3 495	0
Fouille archéologiques SDIS	278 222	112 985
Construction giratoire gymnase	14 948	0
Divers services techniques	43 416	59 000
Travaux fossé PPI	50 000	328 821
Hors programme	78 326	151 254
Investissements récurrents	78 326	110 154
Informatique	0	41 100
Autres opérations d'équipement	67 251	0
Autres fonds de concours et subventions	55 230	0
Autres opérations pour compte de tiers	14 948	0
Total DI hors dette	1 109 472	1 799 088
Remboursement anticipé	2 000 000	0
Total DI hors capital	3 109 472	1 799 088

Les recettes d'investissement

Les dépenses d'équipement sont estimées à compter de 2021 à 1,5 M€ par an, soit sur la période 2020-2025 à 9,3 M€ de dépenses équipements.

Les recettes sont de trois ordres : l'épargne nette et les ressources propres, les subventions et le recours à l'emprunt.

Sur la même période, l'autofinancement représente 4 M€ soit 44 %, les subventions 3,6 M€ soit 39 % et l'emprunt moins d'1M soit 11 %. Ce qui fait au total 94 % du financement, les 6 % restant vont être prélevés sur l'excédent global de clôture.

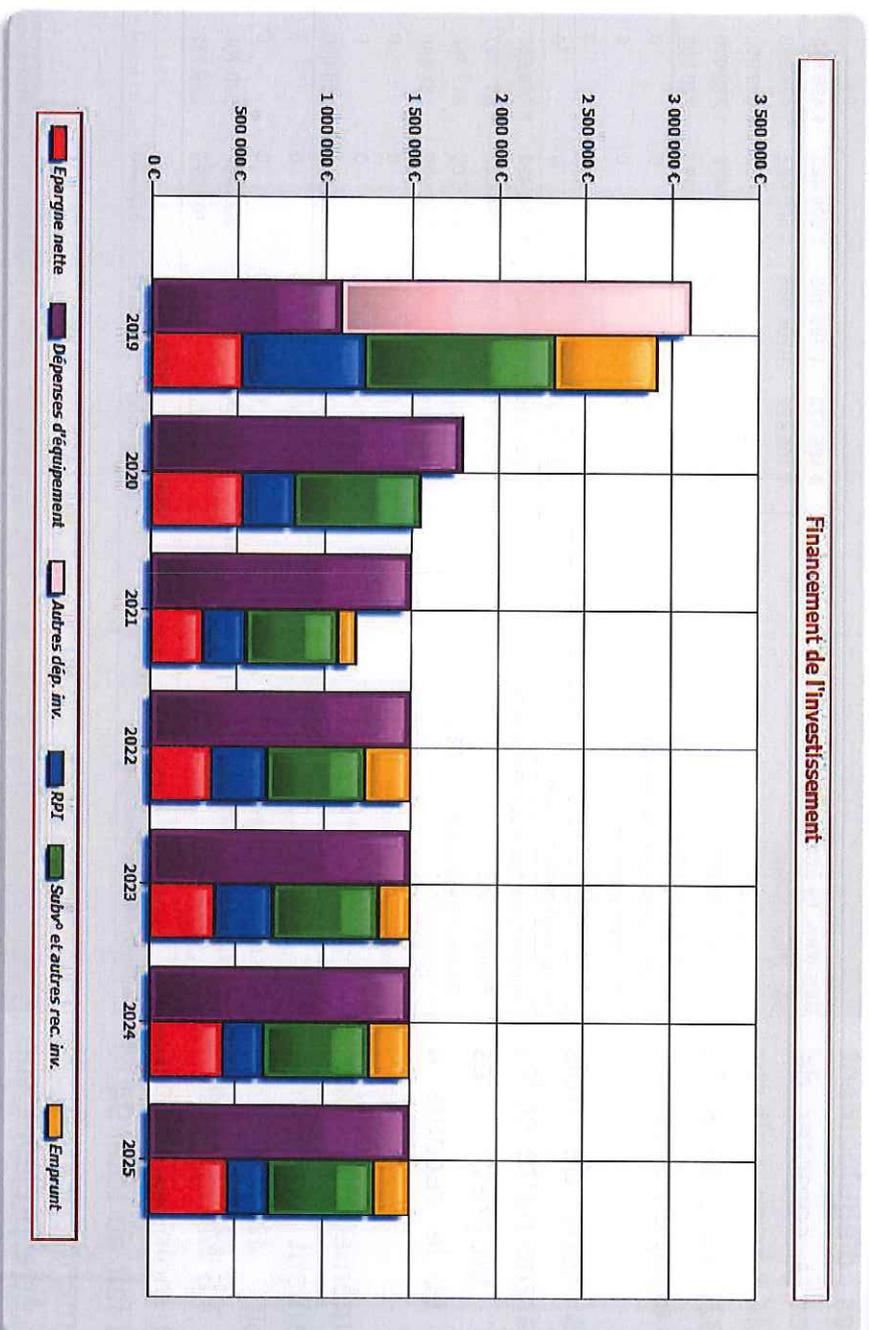
€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dép. d'inv. hs annuité en capital	3 109 472	1 799 088	1 500 422	1 499 993	1 499 993	1 499 993	1 499 993
Dép. d'inv. hs dette	1 109 472	1 799 088	1 500 422	1 499 993	1 499 993	1 499 993	1 499 993
Dépenses d'équipement	1 093 123	1 799 088	1 500 422	1 499 993	1 499 993	1 499 993	1 499 993
Dépenses directes d'équipement	952 520	1 702 095	1 279 429	1 279 000	1 403 000	1 403 000	1 403 000
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	140 603	96 993	220 993	220 993	96 993	96 993	96 993
Opérat° pour cpte de tiers (dép)	14 948	0	0	0	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'inv.	1 400	0	0	0	0	0	0
Remboursements anticipés	2 000 000	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements	2 921 886	1 555 471	1 188 422	1 499 993	1 499 993	1 499 993	1 499 993
Epargne nette	522 376	524 050	298 017	351 697	375 338	423 316	452 991
Ressources propres d'inv. (RPI)	712 025	303 541	247 902	317 846	334 118	234 118	234 118
FCTVA	401 114	223 369	167 902	167 846	184 118	184 118	184 118
Produits des cessions	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement	0	0	0	0	0	0	0
Diverses RPI	310 911	80 172	80 000	150 000	150 000	50 000	50 000
Opérat° pour cpte de tiers (rec)	132 837	0	0	0	0	0	0
Fonds affectés (amendes...)	0	0	0	0	0	0	0
Subventions yc DETR / DSIL	954 649	727 879	533 408	570 708	609 208	609 208	609 208
Emprunt	600 000	1	109 095	259 742	181 328	233 351	203 675
Variation de l'excédent global	-187 586	-243 617	-312 000	0	0	0	0

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Excédent global de clôture (EGC)	1 545 731	1 302 114	990 114	990 114	990 114	990 114	990 114

Les recettes d'investissement

Il est à noter que la période 2020-25 est quasi identique à la période précédente dans le ratio de financement de l'investissement.

Il faudra tout de même être vigilant aux dépenses d'équipement qui ne pourront pas être bien plus importantes que 1,5 M€ par an car autrement le recours à l'emprunt sera plus massif. Le remboursement des annuités peut venir déstabiliser notre modèle financier et l'épargne nette.



Résultat de la prospective 2020-25 : la chaîne de l'épargne

€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produits de fct. courant	13 762 602	14 283 914	14 435 947	14 814 459	15 186 539	15 570 189	15 965 607
- Charges de fct. courant	12 851 343	13 352 496	13 740 825	14 059 573	14 387 578	14 725 116	15 072 470
= EXCÉDENT BRUT COURANT (EBC)	911 259	931 418	695 121	754 886	798 960	845 073	893 137
+ Solde exceptionnel large	-109 951	-119 525	-119 797	-120 076	-120 362	-120 654	-120 953
= Produits exceptionnels larges*	34 800	29 700	29 897	30 096	30 297	30 500	30 705
- Charges exceptionnelles larges*	144 751	149 225	149 694	150 172	150 659	151 154	151 658
= ÉPARGNE DE GESTION (EG)	801 307	811 893	575 324	634 810	678 599	724 419	772 184
- Intérêts	105 312	83 362	79 272	76 139	76 991	75 336	75 409
= ÉPARGNE BRUTE (EB)	695 995	728 531	496 052	558 671	601 608	649 083	696 774
- Capital	173 619	204 482	198 035	206 974	226 269	225 768	243 783
= ÉPARGNE NETTE (EN)	522 376	524 050	298 017	351 697	375 338	423 316	452 991

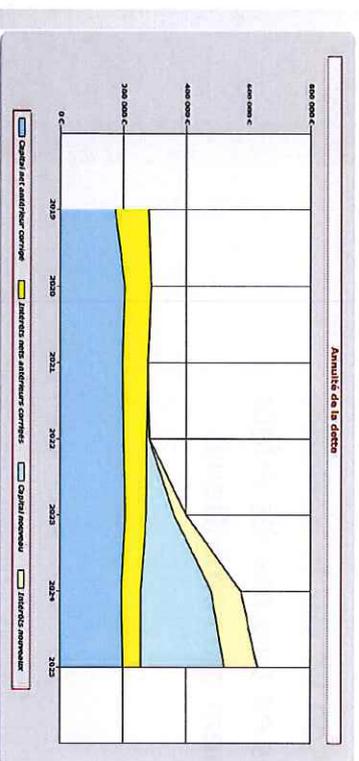
€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours au 31.12	3 447 294	3 242 813	3 153 873	3 206 641	3 161 699	3 169 282	3 129 174
Epargne brute	695 995	728 531	496 052	558 671	601 608	649 083	696 774
ENCOURS au 31/12 / ÉPARGNE BRUTE	5,0	4,5	6,4	5,7	5,3	4,9	4,5

Malgré la réforme de la TH, l'épargne nette est stabilisée entre 300 et 500 k€ sur la période, le délai de désendettement est bas. Cependant ce scénario ne prend pas en compte les effets du retrait de la commune de Fontenilles ni un programme d'investissement plus ambitieux.

Scénario 1 : des dépenses d'investissement en forte croissance

+ 4 M€ de dépenses supplémentaires d'investissement, sur la période, liées à la construction d'un équipement structurant sur 2022 et 2023, subventionné à 40 %. 105 k€ de dépenses de fonctionnement induits à partir de 2024 (70 k€ en 011 et 35 k€ en 012).

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produits de fct. courant	13 762 602	14 283 914	14 435 947	14 814 459	15 186 539	15 570 189	15 965 607
- Charges de fct. courant	12 851 343	13 352 496	13 740 825	14 059 573	14 387 578	14 830 116	15 198 520
= EXCÉDENT BRUT COURANT (EBC)	911 259	931 418	695 121	754 886	798 960	740 073	767 087
+ Solde exceptionnel large	-109 951	-119 525	-119 797	-120 076	-120 362	-120 654	-120 953
= Produits exceptionnels larges*	34 800	29 700	29 897	30 096	30 297	30 500	30 705
- Charges exceptionnelles larges*	144 751	149 225	149 694	150 172	150 659	151 154	151 658
= ÉPARGNE DE GESTION (EG)	801 307	811 893	575 324	634 810	678 599	619 419	646 134
- Intérêts	105 312	83 362	79 272	76 139	106 934	159 108	165 558
= ÉPARGNE BRUTE (EB)	695 995	728 531	496 052	558 671	571 664	460 311	480 576
- Capital	173 619	204 482	198 035	206 974	293 063	418 029	465 797
= ÉPARGNE NETTE (EN)	522 376	524 050	298 017	351 697	278 602	42 282	14 779
Encours au 31.12	3 447 294	3 242 813	3 153 873	4 404 370	6 512 579	6 775 224	7 017 604
Epargne brute	695 995	728 531	496 052	558 671	571 664	460 311	480 576
ENCOURS au 31/12 / ÉPARGNE BRUTE	5,0	4,5	6,4	7,9	11,4	14,7	14,6



Cette simulation appelle à la vigilance : les indicateurs passent au rouge en 2024 avec une épargne nette proche de 0 et un délai de désendettement qui dépasse 12 ans. Le montant de l'emprunt sur la période est de 5,4 M€ contre 1 dans le scénario précédent.

Arbitrages budgétaires 2020

Chapitre 011 : dépenses à caractère général

Pour aller plus loin que les éléments présentés dans la prospective :
proposition par service de pistes d'économies supplémentaires

Service Environnement

BP 2020 : 20 700 €

Assistance juridique (15 k€)

Economie : 5 000 €

Service Économie

BP 2020 : 34 899 €

AMO étude marketing territorial

Économie 30 000 €

Services techniques

BP 2020 : 503 800 €

Réductions du programme d'entretien
des bâtiments

Économie 15/20 000 €

Arbitrages budgétaires 2020

Chapitre 012 : nouveaux recrutements et action sociale

total CA 2018	5 437 852,80 €	
total BP 2019	5 694 005,78 €	
total CA 2019	5 458 586,63 €	
total BP 2020	5 640 517,09 €	3,33%
total 2020 + nouv. recrutements + action sociale	5 699 517,09 €	4,41%
total 2020 + 2 recrutements + action soc	5 680 517,09 €	4,07%

DETAILS NOUVEAUX RECRUTEMENTS 2020	ANNEE PLEINE	2020	2021
Technicien VRD	42 000,00 €	20 000,00 €	40 000,00 €
Chef d'équipe ST	38 000,00 €	19 000,00 €	38 000,00 €
Assistant développement économie	42 000,00 €	20 000,00 €	40 000,00 €
ACTION SOCIALE		20 000,00 €	40 000,00 €
		79 000,00 €	158 000,00 €

Les membres du Bureau et de la commission Finances valident la proposition retenue dans la prospective : recrutement d'un technicien VRD, de l'assistant développement économie et mise en place d'une action sociale, soit 60 k€ pour 2020 et 120 k€ pour les années suivantes.

Arbitrages budgétaires 2020

Chapitre 65 : subventions aux associations

	Subv 2017		Evolution 2016/17	Subv 2018		Subv 2019		Subv 2019		Subv 2020		Cout réel supplem
	sollicitée	octroyée		octroyée	sollicitée	octroyée	sollicitée	octroyée	sollicitée	proposition		
API/CENTRE SOC	944 272 €	944 272 €	19,5%	944 272 €	944 272 €	944 272 €	944 272 €	992 042 €	991 292 €	991 292 €	+47 020 €	
CLAUDE NINARD	189 000,00	189 000 €	1,6%	189 000 €	189 000 €	193 000 €	189 000 €	190 890 €	190 890 €	190 890 €	+1 890 €	
OIS	78 232,00	78 232 €	18,5%	69 154 €*	69 154 €	80 931 €	69 154 €	67 000 €	67 000 €	67 000 €	-2 154 €	
ÉCOLE DE MUSIQUE	132 500,00	132 500 €	6,4%	132 500 €	132 500 €	132 500 €	132 500 €	134 500 €	132 500 €	132 500 €	0	
MJC	32 000 €	32 000 €	0,0%	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	0	
FRMJC	56 572 €	56 632 €	0,1%	57 700 €	56 612 €	56 612 €	56 612 €	56 612 €	56 612 €	56 612 €	0	

Arbitrages budgétaires 2020

Chapitre 65 : subventions aux associations

SUBVENTIONS - 6574	MONTANT OCTROYE 2017	SOLLICITE 2018	MONTANT OCTROYE 2018	SOLLICITE 2019	MONTANT OCTROYE EN 2019	SOLLICITE 2020	1ers ARBITRAGES 2020	
ADDA (association dép de développement des arts)				4 904,00	4 000,00	4 904,00	3 500,00	
Arbre et paysage (830)				5 000,00	2 500,00	7 500,00	7 500,00	
ADIE	1 500,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00	1 350,00	1 350,00	1 000,00	
ALOUJEC - plate forme des jeunes	5 000,00				0,00		0,00	
Amicale des agents Mairie Isle-Jourdain et								
CCGT	1 000,00	2 000,00	1 500,00	2 000,00	1 800,00		1 500,00	
ASSOCIATION CHEMIN ST JACQUES	1 200,00	0,00		8 097,00	0,00		0,00	
CAP FONTENILLES	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	900,00		800,00	
CAP Formations Sport								
CARNAVAL GASCON		500,00	500,00	500,00	0,00	1 000,00	0,00	
CIDFF	1 400,00	1 400,00	1 400,00	1 400,00	1 250,00	1 250,00	1 250,00	
Culture Porte de Gascogne					8 000,00		7 000,00	
ESCOTA & MINJA		2 500,00	1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	
ESTRELLAPINK		900,00	0,00				0,00	
GASCONS DE PLUME		0,00					0,00	
GERS DÉVELOPPEMENT	20 000,00	20 000,00	20 000,00	06-juil	10 000,00		5 000,00	
GROUPEMENT AGRICULTEURS DE LA CCGT (830)	4 000,00	4 000,00	4 000,00	12-nov	4 000,00		3 000,00	
GROUPEMENT AGRICULTEURS DE LA CCGT (830)		10 000,00	10 000,00		10 000,00		10 000,00	
LA RONDE DES CANAILLOUX	8 271,00	8 271,00	8 271,00	8 300,00	8 271,00	8 271,00	8 271,00	
L'EN-JEUX	8 271,00	8 271,00	8 271,00	19 712,00	19 712,00	19 963,00	19 963,00	
LISLACTION	7 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	4 500,00	5 000,00	4 000,00	
L'OUTIL EN MAIN	1 000,00	1 000,00	1 000,00	31-mai	900,00	900,00	900,00	
MISSION LOCALE DU GERS		1€/hab			1 000,00	1 000,00	1 000,00	
SESAME	2 200,00	2 500,00	2 000,00	2 200,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00	
VELOSCOPE	4 500,00	4 500,00	4 000,00	4 000,00	3 000,00		3 000,00	
PLAN NUTRITION SANTÉ	5 100,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00	0,00		
SAPEURS POMPIERS HUMANITAIRES						montant libre	0,00	
	66 342,00	84 842,00	77 942,00	519 343,00	88 184,00	89 783,00	66 138,00	78 684,00

Arbitrages budgétaires 2020

Chapitre 65 : subventions aux associations

SUBVENTIONS - 65737	MONTANT OCTROYE 2017	SOLLICITE 2018	MONTANT OCTROYE 2018	SOLLICITE 2019	MONTANT OCTROYE EN 2019	SOLLICITE 2020	ARBITRAGES 2020
CHAMBRE DES MÉTIERS		3 160,00	3 160,00	4 025,00	3 000,00	5 248,00	3000
GERS NUMÉRIQUE (syn. mixte)	123 900,71	27 733,04	27 733,04		21 699,00		28 000,00
GEMAPI					88 682,00	88 682,00	88 682,00
MANÉO - participation à l'habitant				49 306,00	49 306,00		40 000,00
MANÉO - participation coût de l'aire					5 703,00		5 800,00
SCoT de Gascogne (syn. mixte)	25 042,80	38 536,20	38 536,20		39 479,40		40 000,00
PETR	0,00	62 607,00	62 607,00	62 607,00	62 607,00		62 607,00
	148 943,51	69 429,24	69 429,24	53 331,00	273 476,40		268 089,00
Fonds Concours MEDIATHÈQUE Pujaudran	0			50 000,00	50 000,00		

Les membres du Bureau et de la commission Finances valident les propositions retenues dans la prospective sauf pour l'Enjeux où il est décidé une diminution de la subvention de 2 000€

2020 : 1 929 K€

Le PPI : derniers arbitrages

**Pour aller plus loin que les éléments présentés dans la prospective :
proposition de pistes d'économies supplémentaires**

ENVIRONNEMENT

Schéma stratégique vélo : - 15 k€

INFORMATIQUE

Renouvellement matériels sur 3 ans au lieu de 2: - 8 k€

ÉCONOMIE

Étude faisabilité Tiers lieu complémentaire : - 12 k€

SERVICES TECHNIQUES

Travaux voirie et éclairage public (120 k€) : - 30 k€

Étude agrandissement École de musique : - 10 k€

Abri fumeur Maison Enfance : - 2,5 k€

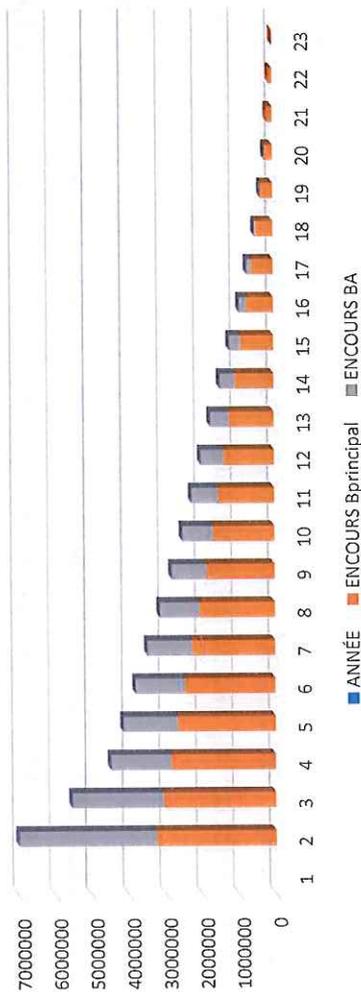
Les membres du Bureau et de la commission Finances valident les propositions retenues dans la prospective pour le volet investissement en modifiant l'enveloppe travaux voirie et éclairage public de 40k€ soit 80k€ au lieu de 120k€.

Les budgets annexes

La CCGT compte 7 budgets annexes :

- MCEF
- Photovoltaïque
- ZA Génibrat
- ZA Espèche
- ZA le Roulage
- ZA Pont Peyrin 3
- ZA Les Martinnes

Encours de la dette consolidée (y compris prêt relais)
de 2020 à 2041
budget principal et budgets annexes



La prospective ne prend pas en compte les budgets annexes hormis la subvention exceptionnelle et la provision pour les BA Espèche et le Roulage de 60 k€, chacune inscrite au BP depuis 3 ans. L'impact des BA sur la situation financière du budget principal intervient au moment de la clôture de ces budgets et de la reprise dans le budget principal des déficits/excédents et du patrimoine (espaces, verts, voirie...).

Synthèse du DOB 2020

- Sur la période 2010/2019 et notamment à compter de 2015, il est à noter une épargne nette en augmentation constante (entre 300 et 500 k€) malgré de nombreux transferts et création de services ainsi qu'un ratio de désendettement très satisfaisant malgré un programme d'investissement ambitieux sur le mandat.
- Cette situation financière saine permet d'aborder la prochaine période 2020/2025 de manière sereine même s'il faut conserver une politique claire de maîtrise des dépenses et d'optimisation des recettes.
- La réforme de la TH a un impact négatif mesuré sur le montant des contributions et donc sur l'épargne nette puisque une légère inflexion est à noter en 2021.
- Il faudra tout de même être vigilant quant aux effets du retrait de la commune de Fontenilles sur l'épargne nette, du déficit de clôture du BA du Roulage et du niveau d'investissement sur le prochain mandat.



BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : Communauté de communes de la Gascogne Toulousaine

Utilisateur : IDRAC Francis

Paramètre de la transaction :

Type de transaction:	Transmission d'actes
Nature de l'acte:	Délibérations
Numéro de l'acte:	0602202008
Date de la décision:	2020-02-06 00:00:00+01
Objet:	FINANCES Adoption du rapport sur les orientations budgétaires 2020
Documents papiers complémentaires:	NON
Classification matières/sous-matières:	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique:	032-200023620-20200206-0602202008-DE
URL d'archivage:	Non définie
Notification:	Non notifiée

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
nom de métier:		
032-200023620-20200206-0602202008-DE-1-1_0.xml	text/xml	1019
nom de original:		
08 FINANCES Adoption ROB 2020.pdf	application/pdf	160525
nom de métier:		
99_DE-032-200023620-20200206-0602202008-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	160525
nom de original:		
08 Annexe FINANCES ROB 2020.pdf	application/pdf	2167440
nom de métier:		
99_DE-032-200023620-20200206-0602202008-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	2167440

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	11 février 2020 à 18h45min54s	Dépôt initial
En attente de transmission	11 février 2020 à 18h50min52s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	11 février 2020 à 18h50min55s	Transmis au MI
Acquittement reçu	11 février 2020 à 18h51min10s	Reçu par le MI le 2020-02-11

